Vendredi

L'hebdomadaire des Socialistes

15 avril 1994

Hisser l'Europe à gauche



ROBERT HUE



"Donner ensemble un débouché politique"

LA CHINE



Une puissance surestimée

n° 225
10 F
ISSN 0995-0583

Fondation Jean Jaurès

EMPLOI

Ex-attaché parlementaire, cycle perf. ENA, form. économie sociale, exp. coll. locales, dév. éco-soc. cult. Ch. urgent poste dir. cab., chargé de mission, dir. gest. communication, relat. pub. Libre rapidement. (16) 96 70 34 49 (rép.)

JF dynamique possédant BAFD rech. poste de responsable dans l'animation de quartier ou directeur centre aéré. Exp. (16) 48 71 46 52

JH, dégagé oblig. militaires, diplômé en gestion d'entreprise et commerce international (bac + 5). Nomb. exp. prof. France et étranger. (1) 47 24 18 79

IMMOBILIER

Je vends

St-Cloud. Vds chambre 11 m2 sur jardin. Conviendrait étudiant. 170.000 F. Parking sous l'immeuble 70.000 F. Lycée, bus, gare. (1) 42 52 84 60

Massif de l'Oisans, 40 km Grenoble, Alpes du Grand Serre (dir. Alpe d'Huez). Station été-hiver, 1.400 m. Chalet bois tt confort, 7 couchages, cheminée. 470.000 F meublé (peut être vendu non-meublé). Prix à débattre. (16) 76 22 26 61 (HR)

Vds centre de vacances à Concoules (Gard). Equipé sur terrain clôturé. S'adresser à : Amicale Laïque - bd Joliot-Curie - 13160 Chateaurenard. (16) 90 94 01 08

Oye Plage (62). Cause décès, vds gde maison (4.000 m2 terrain). Valeur : 100 U, vendue : 70 U. Séjour, cuis., 4 ch., 2 S de B, 2 WC. Feu bois + chauff. électrique + app. chauff. "brûle-tout". Menuis. alu., doubles vitrages. Entre mer et campagne. (1) 28 69 42 16

Métro Gambetta Paris 20ème. 3ème étage. Imm. bon état. Coquet 3 pièces, confort, très ensoleillé, cave, faibles charges. 650.000 F. (1) 39 84 12 61 (soir)

Avignon intra-muros. Appart. F2, 55 m2, 2ème étage avec ascenseur, ensoleillé, balcon, cave, local vélos. Quartier tranquille. 32 U. (16) 21 31 60 15

Part. cède Paris location / vente, local commercial 200 m2 + 2 box. Plain-pied, près mairie 12ème. Dépôt : 200.000 F + 17.500 mensuel sur 10 ans. (16) 90 55 80 20

AUTOS MOTOS

Vds R 19 RN 1,9 D modèle 94 libre. 8.500 km, iceberg métal, garantie 01.07.94. 80.000 F. (16) 20 86 41 49

Vds R 19 GTS Dynamic juin 91, gris tungstène métal. GL. Electr. fermeture électr. 38.000 km. Prix : 44.000 F. Très bon état. (1) 40 38 46 79

Vds R 19 TXE 1989, options DA, radio stéréo 4x6W, glaces teintées, lève-glaces électrique, bleu lumière métallisé. 70.000 km. TBE. 35.000 F. (1) 46 51 93 58

VACANCES

La Ciotat-Plage, loue F3 plain-pied, tt confort, terrasse, jardinet clos, parking privé, 300 m de la mer. 1.500 à 2.400 F / semaine. (16) 76 24 70 58

Portugal, 50 km de Lisbonne, loue maisons de particuliers dans village de pêcheurs typique. Bord de mer. (16) 53 40 92 01

39150 Saint-Pierre, altitude 900 m. Découvrez le Jura en toutes saisons en privilégiant un séjour à l'hôtel "La Forêt", 2 étoiles. Documentation sur demande. (16) 84 60 12 86

"La Borne Ensoleillée" Arvieux (Hautes-Alpes) 1650 m. Parc régional du Queyras. Sur les pentes du col de l'Izoard, 30 km de Briançon. Hôtel-restaurant **, Logis de France (2 cheminées). 21 chambres D. WC ou B. WC. Venez découvrir la faune, la flore et les lacs d'altitude en randonnées pédestres ou VTT. Autres possibilités : ski, rafting, pêche et aussi calme et repos. Ouvert du 20/12 au 30/09. Tarifs groupes et enfants. Nous consulter au (16) 92 46 72 89. Fax : (16) 92 46 79 96

La Rochelle, Marais Poitevin. Camping en ferme d'accueil. Loue caravane, WE, semaine. Jeux, vélo, chevaux, table d'hôte. Tél. : (16) 46 01 82 98 / Fax : (16) 46 01 82 99

Golfe de St-Tropez, centre Ste-Maxime. Plage de sable fin à 500 m. Studios confortables, 2/3 personnes. Semaine, quinzaine, mois. (16) 94 43 07 95 / (1) 42 22 08 63

Parc du Morvan. Prox. Autun, près du Beuvray, gîte à la campagne, 2 à 5 personnes. Marche, vélo, rivière. Village à 4 km (commerces). 900 F par semaine, toute l'année. (16) 85 54 14 92 (le soir)

Danemark. loue confortables chalets sur la riviéra danoise. Situation tranquille. A seulement 10 h de Paris. (16) 53 40 92 00

Montpellier, 15 km ouest, 10 km mer. Grande maison 280 m2, 5 chambres, 2 bains, jardin, poss. tennis. 10.000 F la quinzaine, juillet - août. (16) 67 85 43 76

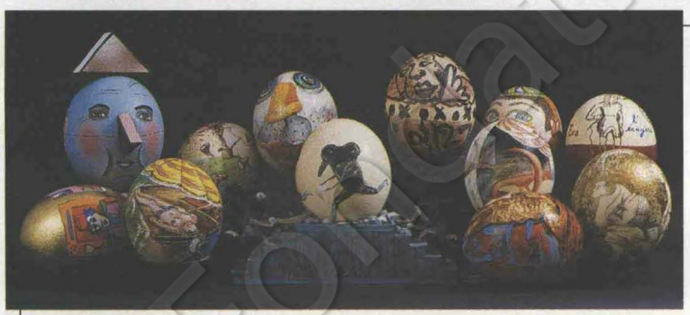
Votre petite annonce dans "Vendredi". 120 F le passage, 200 F les 2.

Voir grille page 23.

DIVERS

AV Longaire, 28 m, avec 15.000 m2 de terrain. Conviendrait a éleveur de chevaux ou gîte rural. situé à 7 km de Lamballe et Pléneuf. Val André. (16) 96 72 36 24

LES RENDEZ-VOUS DE L'ART



JOYEUSES PÂQUES

30 artistes "pondent" leurs œufs jusqu'au 2 mai 1994

Igor Andreev, Cargaleiro, Ceytaire, Duranel, Giai-Miniet, Gunnar Gratz, Mathias et Nathalie, Bruno Loire, Nikolai Panayotov, Moreno Pincas, Potier, Revol, Josette Rispal, Saint-Silvestre, Verschoor, Wabe.

GALERIE R. TREGER

47, rue Mazarine, 75006 Paris Tél : 46 33 81 60



HISTOIRES D'OURS

prolongée jusqu'au 26 juin 1994

MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS PALAIS DU LOUVRE

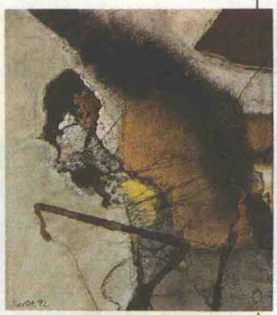
107 rue de Rivoli, 75001 Paris. Tél : 42 60 32 14

SENÊT

du 28 avril au 31 mai

GALERIE ART-EXPO

33 rue Saint-Paul, 75004 Paris
Tél. : 42 78 63 67
Fax : 42 78 21 39





PIER PAOLO CALZOLARI

31 mars au 29 mai 94

Calzolari emploie des matières instables ou dans un état de transition : le givre, la glace, les feuilles de tabac, le beurre. Ses sculptures, installations ou performances proposent autant de présences singulières, traces vives d'instants, d'actions, d'états dans le processus de leur réalisation. Une œuvre historique de l'arte povera, mouvement important de l'art de la fin des années 60.

A cette occasion, "Le club de Vendredi" est ravi de vous proposer deux billets d'entrée pour le prix d'un : 35 francs. Une initation à l'art contemporain à ne pas manquer !

GALERIE NATIONALE DU JEU DE PAUME

Place de la Concorde, 75001 Paris
Heures d'ouverture : mardi 12 h-21 h 30, mercredi à vendredi 12 h-19 h, samedi et dimanche 10 h-19 h, fermé le lundi



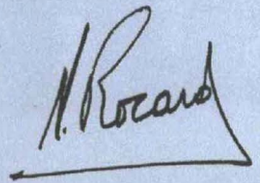
Rassembler

Cela faisait des années que la direction du PC restait enfermée dans son immobilisme. Ni les appels des socialistes à la raison, ni les efforts de certains de ses propres militants, rénovateurs ou reconstructeurs, ni même la lassitude de ses électeurs ne semblaient suffire à la faire évoluer. Aujourd'hui, enfin, la direction du PC bouge. Qui donc, à gauche, songerait à s'en plaindre ?

Mais si bouger est une chose, sur quoi, vers où, sont des questions légitimes. Tout dialogue est bienvenu en lui-même, et nous en avons déjà pris l'initiative avec les Assises de la transformation sociale. Et il est clair qu'on ne saurait renoncer à un mouvement large pour lui préférer un simple face-à-face. La démarche que nous avons engagée avec des écologistes, des rénovateurs communistes, des syndicats, des associations, et à laquelle la direction du PCF a participé, peut éventuellement prendre des formes nouvelles, mais elle ne doit laisser personne à l'extérieur.

Quant au fond et sur bien des sujets, à commencer par l'Europe qui est d'actualité, il nous faut mesurer si les communistes sont prêts aux évolutions qu'ils n'ont pas encore faites.

C'est de tout cela qu'il va nous falloir parler. Mais il reste que tout ce qui contribue au rassemblement de la gauche est bon pour elle, et bon pour les Français. Alors marchons.



Cette semaine

4 BRUITS ET CHUCHOTEMENTS

6 DOSSIER

- *Centristes : la dérive droitière*

10 POLITIQUE INTÉRIEURE

- *Robert Hue : "Donner ensemble un débouché politique"*
- *Sécurité : Reconquérir les territoires publics*

Les stades, lieux de tension. Page 13



10 SOCIAL

- *Loi quinquennale : la main-d'œuvre à flux tendus*

10 SOCIÉTE

- *En son pays, Jean Jaurès*
- *Paul Touvier en congé de mémoire*

10 RÉGION

- *Citoyenneté et retraite*

10 VENDREDI IDÉES

- *Donner un contenu de gauche à l'Europe*

Votre hebdo ne paraîtra pas la semaine prochaine. Rendez-vous le 29 avril.



Un exploit : faire descendre des milliers de gens dans la rue. Page 6

17 POLITIQUE INTERNATIONALE

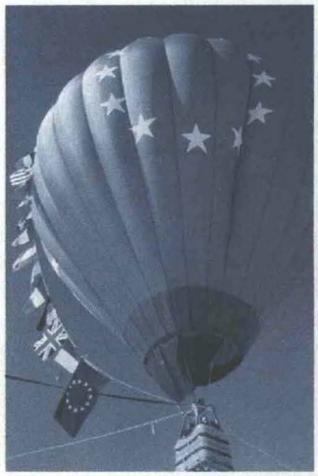
- *La Chine, une puissance surestimée*
- *Ukraine, indépendance difficile*
- *Bosnie, le test de la volonté internationale*

20 MAGAZINE

22 COURRIER

23 INVITÉ

- *Bertrand Poirot-Delpech*



Construire des instruments politiques, syndicaux, sociaux, associatifs, au niveau européen. Page 19

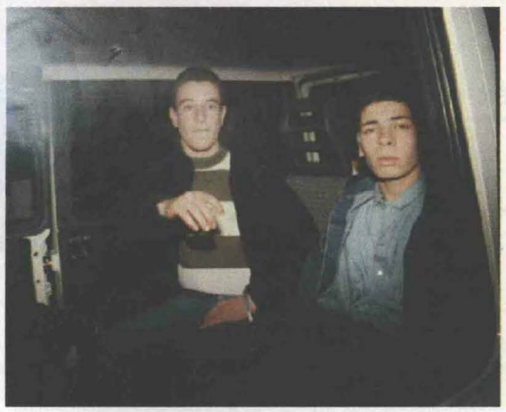
Ce numéro de "Vendredi" est accompagné d'un supplément de 4 pages, "Stages d'été"

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 - Télex : 200 174
Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

DIRECTION
Directeur de la Publication : Jean-Luc Mélenchon – *Co-directeur de la Publication* : Didier Leconte – *Directeur* : Sylvie Bezançon (78.82) – *Vendredi-Idées* : Alain Bergounioux
RÉDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal (77.04) – *Politique* : Jean-Pierre Bedéï (78.73) – *Economie* : Monique Grima (78.70) – *Société* : Patricia Jaffray (78.94)
International : Ghislaine Toutain (78.72) – *Villes et Régions* : Chrystie Lipani (78.55) – *Magazine* : Françoise Roby (78.55) – *Vendredi-Idées* : Bernard Chaouat (79.01)
SECRÉTAIRES DE RÉDACTION : Monique Bartholomeus (77.92) – Vanda Gervasio (78.58)
PHOTO : Pascal Lebrun (78.53)
ABONNEMENTS - PETITES ANNONCES : Marie-Lou Le Bras (78.57) – Sabine Sebah (78.56)
SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61) – Binh Vu Trong (78.53)
PUBLICITÉ : Pyramid Conseil : 42 21 40 90 – Nathalie Tournier 45 56 78 46, Franck Accart 45 56 79 03 - Fax : 45 56 79 40
FABRICATION : *Direction artistique* : Timoléon (Paris) – *Maquette* : Christine Lovinger (78.92), Sandrine Girard (78.92)
PHOTOGRAVURE : Dawant - Paris – IMPRESSION : PPR - Saint-Ouen l'Aumône – ROUTAGE : Inter-routage - Aubervilliers
N° commission paritaire : 10.889 – "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2.000
CRÉDIT PHOTO : Thuillier/REA (Couv.) ; P. Georges/AFP (p.4) ; J.-B. Vernier (p.7) ; P. Lebrun (pp.7, 10, 11, 12, 21) ; E. Ben/SIPA-PRESS (p.8) ; J. Nicolas/SIPA-PRESS ; Le Bot/GAMMA ; J. Chesnot/AFP ; SIPA-PRESS (p. 18) ; GAMMA (p.19) ; R. Lettelier/SIPA-PRESS (p.22) ; S. Attal/SYGMA P. Frilet/SIPA IMAGE (p.27) ; A. Zamur/GAMMA (p.27) ; Bibliothèque historique hôtel de Lamoignon (p.28) ; J. Sassier/Ed. Gallimard (p.31)

Fondation Jean-Jaurès

Retour des expulsés : deuxième gifle à Pasqua



Les deux jeunes Lyonnais d'origine algérienne expulsés sont de retour, après une quinzaine de jours passés en Algérie. Ce dénouement est la conséquence du sursis à exécution des expulsions prononcé par le tribunal administratif de Lyon, le 6 avril. Les faits reprochés à Mouloud Madaci et Abdel Halim Youbi (jets de pierres, vol et recel, consignés sur des procès verbaux policiers à l'occasion d'une manif anti-Cip), ne pouvaient justifier des expulsions en urgence absolue comme le préfet du Rhône en avait pris l'initiative le 24 mars. Déjà, le tribunal de grande instance avait désavoué les manœuvres de Charles Pasqua. Cette juridiction avait condamné le préfet pour voies de fait, estimant qu'il avait pris beaucoup de liberté avec les libertés. Mais cela n'avait pas suffi à faire revenir les deux jeunes en France. Cette fois, la décision du tribunal administratif a paru plus convaincante au gouvernement pour autoriser le retour des deux jeunes. Deuxième gifle pour Pasqua qui n'est pas au bout de ses soucis : la Cour européenne des droits de l'homme, saisie de l'affaire, lui demande à présent des "observations écrites".

Claude Estier

8 avril

Le suicide de François de Grossouvre à l'Elysée ne pouvait manquer de fournir de la matière aux commentateurs. Si la plupart traitent ce drame avec sobriété, deux au moins rivalisent dans l'indécence. Edwy Plenel dans "Le Monde" bâtit l'un de ces feuilletons qu'il affectionne tout en reconnaissant n'avoir "aucun fait précis, aucune preuve". Quant à Jean-Michel Thénard, obsessionnel de l'antisocialisme et prenant toujours ses désirs pour des réalités, il décrit dans "Libération" la mort de l'ami du président comme "le crépuscule du mitterrandisme". Pas moins ! Je préfère m'en tenir à l'opinion exprimée par Martine Aubry, à savoir qu'un suicide est par définition un événement personnel et qui doit rester en dehors de toute exploitation politique.

10 avril

Deux images à la télévision. Edouard Balladur empêtré en Chine face à la provocation que lui ont réservée ses hôtes ; François Mitterrand aux Glières rendant hommage aux maquisards tombés il y a cinquante ans sous les coups des Allemands et de la Milice (utile rappel au moment où va s'achever le procès Touvier). Ces images sont évidemment sans lien entre elles mais leur coïncidence peut donner à réfléchir.

11 avril

Y a-t-il des degrés dans l'horreur ? Sans doute les mesure-t-on par le nombre de victimes mais aussi par la distance qui nous en sépare. Nous sommes donc plus sensibles, après celui de Sarajevo, au drame de Gorazde, où les grandes puissances se sont quand même décidées à frapper, qu'aux massacres de Kigali qui auraient déjà fait en quelques jours plus de 10.000 morts. Pourtant, ici et là-bas, qu'elle soit noire ou blanche, c'est la même folie raciste qui pousse à tuer son voisin pour la simple raison qu'il n'appartient pas à la même ethnie. Et l'on sait que l'ex-Yougoslavie et le Rwanda ne sont pas les seuls théâtres de ce déchaînement suicidaire auquel le monde civilisé assiste impuissant. Chaque siècle a ses tragédies mais le nôtre, qui en a déjà connu beaucoup, tiendra une place de choix au palmarès de la sauvagerie.

Big-bang salutaire

Trois des cofondateurs de Génération écologie, François Donzel, Jean-Jacques Porchez et Guy Konopnicki, qui ont quitté le mouvement en désaccord avec Lalonde, ont affirmé dans un communiqué commun : "Nous allons œuvrer au rassemblement des écologistes et poursuivre le dialogue qui s'est amorcé aux Assises de la transformation sociale (...) Ce n'est pas en se ralliant aux forces conservatrices que l'écologie pèsera sur les orientations de notre pays. Une écologie politique soumise au pouvoir ne sera que le médiocre alibi du conservatisme. Nous devons lui opposer un big-bang salutaire." Comme quoi certains écologistes font encore preuve de lucidité politique...

Bénéfice du doute pour Omar ?

Après quelques autres, Jean-Marie Rouart rouvre le dossier de l'affaire Omar Raddad, le jardinier de Mougins, accusé et condamné en février dernier à dix-huit ans de prison pour le meurtre de Ghislaine Marchal. Son livre "Omar, la construction d'un coupable" réfute la thèse de la culpabilité et dénonce les négligences, les pistes négligées, l'absence de preuves... L'auteur s'interroge sur la peine prononcée par la cour d'assises de Nice. Reprenant l'enquête, ses failles et sa complexité, sa conviction de l'innocence du coupable semble faite. Autre ouvrage qui sort, celui de Jacques Vergès, l'avocat d'Omar, dont le système de défense, très politisé, n'a pas facilité l'acquittement par le doute de son "client" qui l'a, depuis, récusé. La Cour de cassation, saisie d'un recours contre le verdict, fera-t-elle place, en s'appuyant sur des motifs de droit, au doute qui doit profiter à tout accusé ?

"Glières a changé la face des choses"

C'est en Haute-Savoie que commence la libération de la France. Par un acte d'insurrection qui sonne comme un défi aux autorités allemandes d'occupation et à leurs complices de Vichy : s'emparer et tenir la position du plateau des Glières. Toutes les organisations de la Résistance sont engagées, ainsi que des combattants de plusieurs nationalités (dont beaucoup de républicains espagnols). La résistance dure de février à mars 1944 avant que les troupes de la Wehrmacht, appuyées par des miliciens, ne viennent déloger les maquisards. Bilan : 150 morts, dans l'assaut, du côté des résistants et autant de victimes, mortes en déportation. Ce n'est que partie remise : ce département à la pointe du combat anti-nazi sera le premier à se libérer, les armes à la main, à la mi-août 1944, avec au final 200.000 déportés et 35.000 morts. François Mitterrand, en rendant hommage à ce haut fait de la Résistance, a donné le point de départ des commémorations du cinquantième anniversaire de la Libération.



Feu sur Baudis

A peine Dominique Baudis venait-il d'être désigné pour conduire la liste d'union de la majorité aux européennes que les critiques fusaient de son propre camp. La palme de la vacherie revient sans doute à Charles Millon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale : "Dominique Baudis a une très lourde charge car cette campagne ne se jouera pas sur des effets médiatiques, elle sera gagnée sur la force de conviction". Millon reprocherait-il au député-maire de Toulouse de manquer d'épaisseur ?

Motion de censure

A l'initiative du PS, la gauche a déposé une motion de censure à l'Assemblée visant à abroger la loi quinquennale sur l'emploi et à engager un véritable débat dans le pays et au Parlement. Elle constate que, depuis le mois d'avril 1993, le nombre des chômeurs a augmenté de plus de 350.000. Un chiffre bien dur pour Balladur qui voulait être jugé sur ses actes.



Fallait pas y aller, en Chine

Balladur comptait sur son déplacement dans l'empire du Milieu pour le laver de toutes ses erreurs de politique intérieure. Poussé par Alain Peyrefitte qui voit en Chine la montée d'un nouvel Eldorado, encouragé par Jacques Friedmann qui avait négocié Pékin contre Taïwan, Edouard était parti en espérant donner à son personnage l'épaisseur diplomatique nécessaire à ses projets de l'an prochain. Raté ! Comme pour l'Arabie Saoudite, ses projets sont tombés à l'eau. Piégé par ses hôtes, il n'aura même pas su prendre la défense des dissidents. Quant aux contrats mirifiques qui devaient être signés - TGV Pékin-Shangaï, centrale nucléaire de Daya Bay, barrages hydrauliques- aucun ne se fera à court terme et la plupart sont sous protocole, c'est-à-dire payé par les avances du Trésor. L'abandon du marché de Taïwan qui paye, au profit de contrats hypothétiques aux frais des contribuables français, chapeau...

COUP D'ŒIL

Le suicide donne à l'énigme de la mort sa forme extrême. Chacun rentre en soi et le silence suffit à communiquer. On ne peut rien dire qui vaille à propos de l'indicible. C'est pourquoi je veux exprimer ici l'écœurement que j'ai ressenti -comme tant des nôtres- à la lecture du commentaire que le journal "Le Monde" a publié à propos de la mort de François de Grossouvre. Quand on fait parler un mort pour lui mettre à la bouche des mots de haine et d'accusation en leur donnant le label trouble de la confidence privée, on sait quel poison on distille. La rumeur est une opinion honteuse d'elle-même. Elle peut périr pourtant d'être reconnue pour telle. D'où ces lignes. Ainsi il ne suffirait pas que de Grossouvre ne soit plus, il faudrait que François Mitterrand en soit responsable. Double infamie : contre le défunt qui a choisi le silence, et contre celui que l'on montre du doigt et dont il était l'ami. Quelle défense celui-ci pourrait-il présenter ? Le système choisi pour mettre en cause les interdit toutes. Contre un tel procédé, mis en œuvre par un moyen si puissant, on peut d'abord se croire désarmé. C'est en bonne partie vrai, hélas. Reste pourtant la formidable part que chacun peut puiser en lui au profit de la règle morale. Elle consiste à dire son indignation et à proclamer ainsi : la calomnie ne se nourrira ni de mon indifférence ni de mon silence.

Jean-Luc Mélenchon

A vos agendas

Avril 1994

■ **Samedi 16 et dimanche 17**

• *Convention nationale Europe. Maison de la Chimie, 128 rue Saint Dominique, Paris, 15 h (le samedi). CNIT, La Défense, 10 h à 17 h (le dimanche).*

■ **Dimanche 17**

• *Rassemblement des secrétaires de section et des membres de la Convention nationale. CNIT, La Défense, 10 h.*

■ **Mercredi 20**

• *FNESR. Réunion des maires et des présidents des Unions départementales sur les contrats de villes. Assemblée nationale. 14 h 30.*

■ **Vendredi 22**

• *Journée d'information à l'intention du personnel permanent des fédérations. 10 rue de Solferino, Paris. 10 h à 16 h 30.*

• *Journée de la Terre.*

■ **Samedi 23**

• *Journée de travail sur les hôpitaux, organisée par les secteurs Affaires sociales et Entreprises. Participation de responsables fédéraux et invités extérieurs. 10 rue de Solférino, Paris, 9 h à 17 h 30.*

■ **Jeudi 28**

• *Parti socialiste européen. Réunion du bureau. Bruxelles.*

■ **Samedi 30**

• *Deuxième rencontre des Assises de la transformation sociale à Rennes : "Quelle économie pour l'emploi ?". Salle omnisports, esplanade du général de Gaulle.*

• *Commission nationale "Recherche", Rue de Solferino, 10 h à 17 h.*

Mai 1994

■ **Jeudi 5**

• *Entretiens de Solferino "Le cinéma aujourd'hui" avec Christian Vincent et Alain Rocca. 10 rue de Solferino, Paris, 20 h 30 à 22 h. Tél. : 45.56.78.86.*

■ **Samedi 7**

• *Commission nationale Entreprise, 10 rue de Solferino, 9 h 30 à 17 h.*

• *Journée nationale Education (commission nationale, fédéraux éducation, groupe éducation FNESR et équipe éducation). Assemblée nationale. 10 h à 17 h.*

■ **Dimanche 8 au mardi 10**

• *Internationale socialiste. Conseil international à Tokyo.*

■ **Samedi 28**

• *Journée des secrétaires et délégués fédéraux à la culture. 10 rue de Solférino.*

Les 2 et 3 juillet, tous à

La fête du Parti

au parc paysager de La Courneuve

Le CDS tiendra son congrès du 22 au 24 avril, mais c'est à la fin de l'année que Bernard Bosson devrait succéder à Pierre Méhaignerie à la présidence de ce parti. Depuis qu'ils siègent au gouvernement Balladur, les centristes se laissent entraîner dans une dérive droitière. L'opportunisme de leurs dirigeants et les pesanteurs électorales expliquent cette évolution. Et la nomination de Dominique Baudis à la tête de la liste commune RPR-UDF pour les européennes est loin de faire l'unanimité à droite.



Centristes :

Depuis un an, les centristes ont donné un coup de barre à droite. A l'image de Pierre Méhaignerie, le chantre de la politique sécuritaire de Pasqua.

"Le centrisme s'incarne plus volontiers dans la droite que dans la gauche." Pour une fois, Edouard Balladur a raison. Dans son "Dictionnaire de la réforme", il observait déjà les fortes inclinations droitières des centristes. C'est pourquoi, dès qu'il a été nommé à Matignon, il s'est empressé de les satisfaire en s'entourant de six ministres issus de cette mouvance, sans oublier Simone Veil. Il a ainsi solidement amarré les centristes à la majorité. Une manière aussi d'étouffer d'éventuelles critiques de ses partenaires qui ont toujours eu tendance à faire entendre leur différence.

Pasqua d'un côté, les centristes de l'autre, Balladur pouvait s'estimer en position d'arbitre de sa majorité. Cette OPA sur le centre a parfaitement réussi. Philippe Douste-Blazy n'a-t-il pas présenté les ministres du CDS comme "la garde rapprochée" du Premier ministre ? En fait, les centristes sont devenus les plus zélés partisans de la politique de droite mise en œuvre Balladur-Pasqua. Pierre Méhaignerie, ministre de la Justice, s'est fait le porte-parole de la droite la plus sécuritaire. Au Parlement, il est monté au créneau pour défendre les projets de loi sur la réforme du Code de la nationalité et sur les contrôles d'identité. Puis il s'est déclaré favorable à la révision de la Constitution sur le droit d'asile. Enfin, il s'est illustré en promouvant la "perpétuité réelle" pour les assassins d'enfants. Bref, Méhaignerie-Pasqua, même discours et même combat !

Incompétence et inconsistance

Pire, l'an dernier les centristes se sont exprimés sans vergogne dans "Minute". En septembre, Bernard Bosson, ministre de l'Equipement et des Transports, a été le premier membre du gouvernement Balladur à accepter une interview dans l'hebdomadaire d'extrême-droite. Puis, ce fut au tour de Jean Mouton, maire de Pierrelatte et président du conseil général de la Drôme, condamné en justice pour racisme. Enfin, le 8 décembre, Dominique Baudis, récemment porté à la tête de la liste commune de la droite pour les élections européennes, expliquait dans les colonnes de "Minute" : "Je suis moi-même, désormais, favorable à un référendum sur la peine de mort pour ces assassins (d'enfants)". On est loin du livre courageux de Bernard Stasi sur l'immigration, une

Fondation Jean-Jaurès



la dérive droitière

chance pour la France... Lorsqu'ils ne se distinguent pas par leurs positions droitières, les ministres centristes font preuve d'incompétence ou d'inconsistance. Bernard Bosson et François Bayrou illustrent le premier cas de figure. Bosson a fait de la gestion du conflit d'Air France un petit chef-d'œuvre d'incurie. Après avoir soutenu le plan de restructuration de la compagnie, il a fini par le désavouer ainsi que Bernard Attali, le Pdg. Bayrou a réussi à faire défiler dans la rue des centaines de milliers de personnes qui protestaient contre la révision de la loi Falloux. Enfin, Daniel Hoeffel symbolise l'inexistence. Qui sait qu'il est ministre de l'Aménagement du territoire ? Ce secteur a été pris en main par Charles Pasqua qui en a fait son cheval de bataille. Hoeffel joue les utilités. Quant à Simone Veil, son action au ministère des Affaires sociales s'avère bien insipide. A Matignon, on considère qu'elle est "brouillonne". Simone Veil semble s'évertuer à peser de l'intérieur sur le gouvernement. Mais ses efforts ne sont guère couronnés de succès. La politique de la ville, qui relève du ministère des Affaires sociales, connaît une très nette régression. Et les élus, de gauche comme de droite, sont les premiers à s'en plaindre.

Tentés de franchir le pas pour soutenir le gouvernement socialiste en 1988, les centristes sont prudemment restés dans leur famille d'origine et s'y trouvent cadenassés depuis un an. Dès le 16 avril 1993, Michel Rocard constatait : "En choisissant de siéger au gouvernement avec Charles Pasqua, et au Parlement, dans le même groupe que Philippe de Villiers, les centristes sont clairement tombés du côté où ils penchaient. Il faut prendre acte, là, qu'une barrière est désormais dressée."

Reste à savoir si la dérive droitière des centristes sera appréciée par leur électorat. Certes, le CDS a conservé une clientèle plutôt réactionnaire (voir l'interview de Colette Ysmal) mais l'opportunisme de ses ministres et la politique ultra-conservatrice de Balladur pourraient pousser sa frange la plus éclairée à lâcher un parti qui est en train de perdre son âme. "Notre corps de doctrine gagnerait à être réactualisé", se plaignait le sénateur de la Mayenne, Jean Arthuis (La Croix, 2 décembre 1993). Le congrès du CDS, qui se tient à Rouen du 22 au 24 avril, parviendra-t-il à entreprendre cette rénovation ? On peut en douter car l'imagination ne paraît guère irriguer les rangs centristes. En fin d'année, Bernard Bosson devrait succéder à Pierre Méhaignerie à la tête du CDS. Un changement qui n'est pas un gage d'ouverture, ni de changement...

J.-P B.



Méhaignerie-Pasqua, même discours et même combat.

Collection Jean-Jaurès

LES CENTRISTES DU GOUVERNEMENT

Les raisons d'un durcissement



Colette Ysmal, politologue, remet en perspective historique l'évolution des centristes et explique le durcissement de ton du CDS depuis un an.

Peut-on dire aujourd'hui que les centristes sont les héritiers du MRP ?
Oui. Le MRP était issu de la Résistance. Il voulait rénover la vie et le personnel politiques afin de les rapprocher des citoyens. Mais il n'a jamais dit qu'il était démocrate-chrétien alors que le CDS affirme l'être. La doctrine du CDS est celle de la théorie de l'économie sociale de marché, chère à la démocratie chrétienne allemande.

Le MRP s'est allié à la gauche dans le cadre du tripartisme et aux socialistes dans des gouvernements de Troisième force. Y avait-il des convergences de fond ?
Le MRP était très social avec notamment deux axes importants : la promotion d'une politique familiale -il est à l'origine des allocations familiales- et le dépassement de la lutte des classes dans une réconciliation du capital et du travail. Néanmoins, sous la pression des événements (guerre froide, émergence du gaullisme et du Centre national des indépendants) et de son électorat qui s'installe dans les zones géographiques de la droite catholique, le MRP est rapidement rejeté à droite. Il adopte une politique économique libérale et de défense des couches moyennes, qui sont dans les années 50-60, les petits agriculteurs, les commerçants et des professions libérales. En fait, le centrisme a fait une intrusion récente dans le vocabulaire politique. Au début de la Ve République, on parlait de droite non-gaulliste. En 1965, elle se dit le centre mais il s'agit plus d'un positionnement politique que d'une idéologie.

Mais, en 1965, ce positionnement échoue et, progressivement jusqu'en 1974, les centristes vont se rallier à la droite. Ne sont-ils pas victimes des institutions et de la bipolarisation ?
L'intérêt des centristes, c'est le scrutin à la proportionnelle. Les contraintes du scrutin majoritaire les ont obligés à choisir entre la gauche et la droite. Dans le milieu des années 60, ils étaient prêts à pencher vers la gauche à condition de ne pas s'allier pas avec les communistes. Puis, au début des années 70, après le départ de De Gaulle à qui ils reprochaient sa pratique du pouvoir personnel, les centristes ont eu comme espoir de constituer une grande force libéralo-centriste avec les giscardiens, afin d'éliminer le RPR.

En 1988, les centristes étaient tentés de soutenir le gouvernement de Michel Rocard. Pourquoi n'ont-ils pas franchi le Rubicon ?
Ils disposent d'un électorat réactionnaire dont ils doivent tenir compte. Il ne faut pas oublier que l'électorat de sensibilité centriste, modéré économiquement, est déjà tombé en très grande partie à gauche. Il a assuré la progression du Parti socialiste en Bretagne et dans l'Est dans les années 70-80. Il reste donc au CDS une clientèle qui penche à droite.

Comment expliquez-vous la dérive droitière des centristes depuis qu'ils figurent dans le gouvernement Balladur ?
S'ils veulent gouverner, ils sont obligés de passer par là où le reste de la droite les entraîne. En outre, en durcissant leur discours sur la sécurité, ils souhaitent désamorcer les progrès du Front national dans les zones rurales et dans l'Ouest. Je pense qu'il y a également des raisons internes au CDS. Méhaignerie a voulu éviter que Bosson ne prenne la tête du parti. Or, comme contrairement à l'image qu'il donne, Bosson est plus réactionnaire que les autres, Méhaignerie a accepté un durcissement des centristes.

Propos recueillis par J.-P. B.



François Bayrou a réussi à faire défiler dans la rue des milliers de personnes. Malgré son échec, il n'a pas démissionné...

LISTE POUR LES EUROPÉENNES

Baudis met la droite dans tous ses états

Le choix de sa tête de liste aux élections européennes provoque un nouveau psychodrame dans la majorité.

Le centriste Dominique Baudis préféré au républicain Jean-François Deniau par leurs pairs de l'UDF et voilà la confédération giscardienne à feu et à sang. Par ricochet, le RPR s'enflamme et Jacques Chirac doit produire des trésors d'imagination pour éteindre l'incendie. Deniau avait hésité sur Maastricht, il aurait donné l'épaisseur de son personnage à une campagne difficile et multiforme. Au contraire, Dominique Baudis, célèbre par ses bides électoraux -il n'est pas parvenu à prendre la tête du CDS, ni à s'installer au perchoir- et pour un parricide manqué à la télévision sur la personne de VGE, n'a vraiment pas le charisme nécessaire. Il aurait, sondage à l'appui, la notoriété et la capacité de mobiliser les jeunes. Ses "amis" craignent surtout que, trop "maastrichtien", il ne pousse les adversaires du Traité vers des listes dissidentes, bref qu'il ouvre un boulevard à Philippe de Villiers. A l'UDF, le PR, qui pourrait faire groupe à part à l'Assemblée nationale, est décidé à faire payer le CDS lors de la composition de la liste. En clair, puisqu'ils ont la tête de liste, aux centristes de supporter la plus large part des sacrifices que l'UDF va devoir consentir au RPR. Nicole Fontaine, blonde passionnaria de l'Europe à Strasbourg, et Bernard Stasi qu'il faut repêcher de son échec aux législatives, risquent d'être les seuls centristes en position éligible. Enfin, Jacques Chirac a dû faire le service après-vente devant ses troupes très remontées sans Philippe Séguin. Il a dû vanter les mérites du maire de Toulouse pour espérer un soutien du CDS à la présidentielle. Après tout, Balladur a su lui aussi l'amadouer en mettant ses leaders au gouvernement.

Provocation et sacrifices

Mais selon les responsables RPR, la candidature Baudis constitue une provocation pour la partie majoritaire de leur électorat qui a voté contre Maastricht. Ils estiment également que leur mouvement s'est sacrifié plus qu'il ne faut pour accepter le projet commun ainsi qu'en consentant à adhérer au groupe démocrate-chrétien du PPE. Enfin, comment s'aligner derrière "le petit-fils de Lecanuet" ? Déjà, certains veulent imposer un candidat anti-Maastricht en numéro deux. Mais, en réalité, personne n'est pressé de composer cette liste, à part Dominique Baudis...

Olivia Bon



JEAN-PIERRE SOISSON :

"L'échec de Balladur, c'est l'échec du CDS au gouvernement."

Secrétaire général du Mouvement des Réformateurs, Jean-Pierre Soisson, ancien ministre d'Etat, député-maire d'Auxerre, centriste d'origine, a fait la démarche de s'allier à la gauche. Il juge.

Où en est le centre ?

Le centre ne peut exister que dans le sillon d'une élection présidentielle qui détermine les contours d'une majorité.
Le choix du centre se détermine par le choix du candidat de second tour. En outre, l'introduction de la proportionnelle dans le mode de scrutin aux législatives permet aux centristes d'apparaître de manière autonome, et alors, au centre de pouvoir trouver une existence.

Les lignes ne sont-elles pas en train de se figer ?

Effectivement, aujourd'hui, on assiste à une tendance accélérée à la bipolarisation gauche-droite de la vie politique qui rend difficile la vie du centre. Pour les réformateurs que nous sommes et qui font partie des Assises de la transformation sociale, l'élection à la présidence du Conseil général du Gard d'un candidat soutenu par la résurrection d'une "union de la gauche" surgie du fond des âges, qui s'est traduite par l'échec de Gilbert Baumet, provoque des réactions de refus de notre part. Si nous ne votons pas cette semaine la censure contre le gouvernement de Balladur déposée par les socialistes, c'est pour réagir à l'éviction de la seule présidence de conseil général tenue par un membre du mouvement des Réformateurs.

Comment jugez-vous les dirigeants et les ministres centristes de droite qui se font vampiriser par Balladur ?

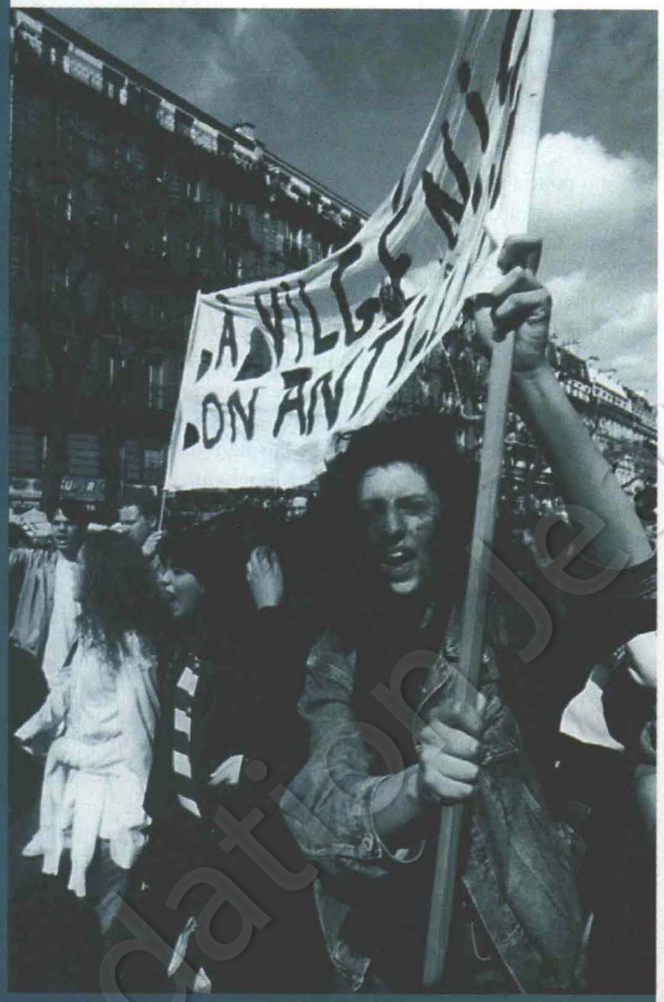
Les dirigeants centristes et les ministres se révèlent de peu de caractère. Pour les juger, je reprendrai, pour les leur appliquer, les propos sévères de Napoléon à l'égard de son frère Joseph : "le courage de résignation et non d'activité". Pour moi, l'échec de Balladur c'est l'échec du CDS au gouvernement. Au centre droit, la toute récente réaction du Parti républicain à la tête de liste Baudis pour les européennes va reposer le problème de l'existence de l'UDF et laisser le CDS dans le vide... ■

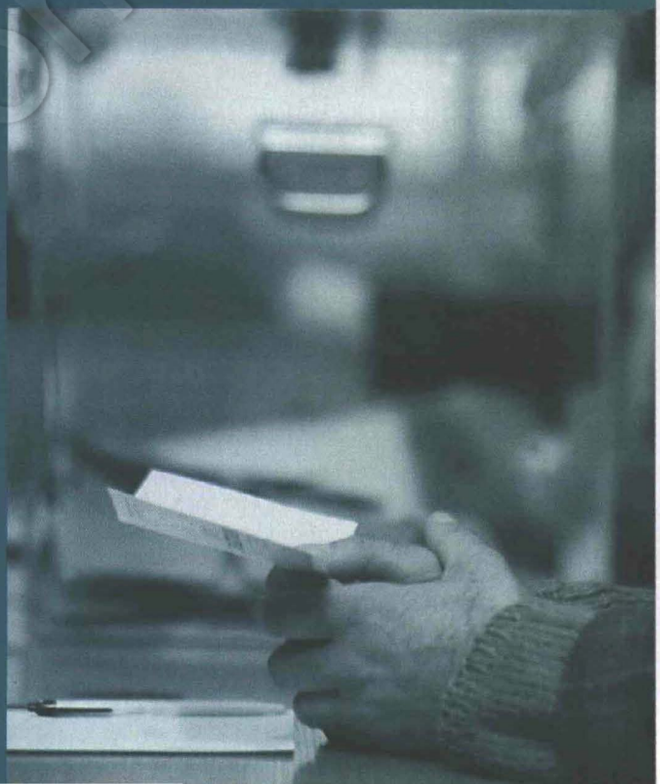
© Fondation Jean Jaurès

LE PC PROPOSE UN PACTE UNITAIRE

Robert Hue : un déb

Décidément la gauche bouge. Face à une droite qui a perdu de sa superbe, elle resserre les rangs. Après que le PS ait initié les Assises de la transformation sociale, le PC se lance lui aussi dans une démarche de rassemblement. La semaine dernière, il a tenu un comité national extraordinaire qui a approuvé la proposition de "pacte unitaire pour le progrès". Robert Hue, secrétaire national du PC, nous explique le sens de cette initiative.





Les manifestations des jeunes et des syndicats après celles pour la défense de l'enseignement public ont eu des effets progressivement désastreux sur le climat politique qui accompagne le gouvernement d'Edouard Balladur. Contre la dérèglementation, contre la régression sociale, contre les injustices et les exclusions, des victoires ont été remportées contre les initiatives de la droite. Ses reculs voire ses capitulations ont focalisé l'impopularité montante sur quelques sujets sociaux et emblématiques comme le Smic-jeunes. Les résultats des cantonales sont venus un peu plus tard apporter la sanction des urnes. Reste à offrir à cette crise une issue politique.

Coll. Fondation Jean Jaurès

POUR LE PROGRÈS

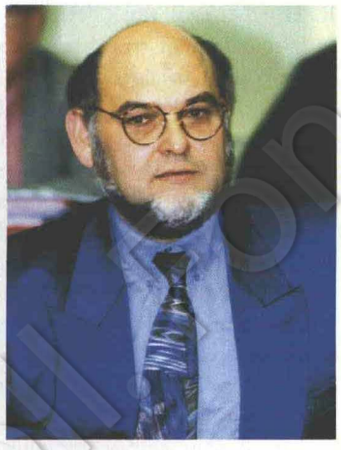
"Donner ensemble ouché politique"

En quelques mois, une situation politique nouvelle s'est ainsi créée. L'état de grâce de Balladur a duré mais il est tombé brutalement. La droite ne jouit plus de l'énorme crédit que lui avaient donné les législatives de mars 1993. Lui reste son imposante majorité au Parlement. Mais même celle-ci projette sur le gouvernement doutes comme frustrations et exprime critiques comme avertissements.

Désormais, Balladur n'est plus l'homme à qui tout réussit. On discute ses compétences, on guette ses défaillances d'autorité, on jauge sa résistance aux difficultés. Il va, bien sûr, tenter de réagir et de reprendre l'offensive. Déjà, il se permet de parader après les résultats du référendum à Air France. Sans doute va-t-il chercher à changer de terrain pour rebondir. Ses alliés le lui permettront-ils ? La semaine dernière, nous posions la question "osera-t-il ?" à propos de ce qui reste à promulguer des décrets d'application de la loi quinquennale. Cette question pourrait devenir "aura-t-il l'autorité ?" et se poser pour l'ensemble de l'action du gouvernement de Balladur. C'est dire comme l'époque apparaît fondamentale.

Le rejet dont a souffert la gauche serait-il pour autant terminé ? Certains l'affirment depuis les cantonales et les très bons reports de voix au deuxième tour. L'opposition fait son travail, celui de critiquer, d'accompagner les mouvements de protestation et de mobilisation. Au Parlement, elle discute et repousse les textes. Elle réclame l'abrogation de la loi Giraud et dépose une motion de censure. Elle se prépare aussi, car aux mouvements sociaux doit répondre une alternative politique. Il faut que la gauche reconstruise un projet, une force. Dès le mois de janvier, les socialistes, conformément à leurs textes de congrès, lançaient les Assises de la transformation sociale, à Paris, avec tous ceux qui souhaitent discuter et se battre contre la droite. La première rencontre a commencé de faire bouger les choses. Ce fut un beau succès, nombreux furent ceux qui ont pu se retrouver, se parler, s'écouter. Les assises se poursuivront à Rennes le 30 avril sur le thème de l'emploi, puis dans d'autres villes encore.

De leur côté, à la suite de leur 28e congrès et du remplacement de leur secrétaire général, les communistes lançaient à leur tour, au lendemain des cantonales, une initiative politique de discussion avec les autres organisations de progrès. C'est afin de préciser cette initiative que "Vendredi" a demandé à Robert Hue de lui accorder un entretien. **L.C.-S.**



Lorsque le PS était au pouvoir, le PC n'a cessé de l'attaquer. Le Parti communiste a même voté une motion de censure avec la droite. Aujourd'hui, vous proposez de renouer le dialogue avec les socialistes. Qu'est-ce qui vous fait changer de comportement ?

Robert Hue : Ce qui motive notre proposition, c'est d'abord la victoire de la droite il y a un an, quand la politique menée lorsque le PS exerçait la responsabilité du pouvoir a été condamnée par les électeurs. Il nous apparaît important de faire l'examen critique d'une décennie, non pour ressasser le passé dans un esprit polémique, mais pour pouvoir envisager l'avenir. Face à l'offensive et à l'arrogance de la droite, il serait un peu court de proposer un "remake" de ce qui a échoué. Il faut inventer du neuf.

Ensuite, la montée des luttes et du mouvement social, la formidable victoire des jeunes, apportent la preuve que patronat et pouvoir, qui semblaient maîtres de la situation, peuvent être battus. Il fallait donc proposer une initiative forte, pour donner une traduction politique à cet essor des exigences populaires. La progression des forces d'opposition à la droite lors des cantonales, la qualité des reports de voix au second tour, montrent que les progressistes l'attendaient.

Enfin, une situation comme celle de l'Italie, les dangers du populisme, soulignent l'urgence qu'il y a à proposer une véritable alternative à la droite et à l'extrême droite.

Après un an de "balladurisme", l'alternative politique passe-t-elle par un rapprochement entre le PC et la social-démocratie dans le cadre d'un pacte unitaire pour le progrès ?

R.H. : Le Pacte unitaire pour le progrès s'adresse d'abord aux gens, aux progressistes, à toutes celles et tous ceux qui luttent, qui veulent un autre avenir. Il s'agit de leur rendre l'initiative politique et de leur permettre de se rassembler, de décider, de définir et mettre en forme leurs exigences. Dans le même mouvement, le Pacte s'adresse à toutes les formations de progrès, pour donner ensemble un débouché politique aux exigences ainsi formulées par les citoyens, pour travailler, avec notre peuple, à la conquête d'une majorité et d'un gouvernement constitués pour mettre en œuvre la politique ainsi définie. Plus qu'un "cadre", c'est une démarche politique neuve, inscrite dans la durée. Dans notre esprit, elle suppose un dialogue PC-PS à tous les niveaux, mais elle va bien au delà.

Après que le PS ait initié les Assises de la transformation sociale auxquelles vous participez, vous proposez un Pacte unitaire pour le progrès. Votre démarche s'inscrit-elle dans celle des Assises ou vise-t-elle à concurrencer ce processus ?

R.H. : Ni l'un ni l'autre. Nous participons aux Assises parce que nous ne voulons négliger aucune occasion de débat sur ce que doit être non une simple alternance mais une alternative à la droite. Notre proposition de Pacte est de nature différente : elle vise à faire bouger les relations entre les ▶



progressistes, les gens de gauche, les citoyens et, du même pas, à faire bouger les relations entre ces mêmes citoyens et les forces politiques de gauche, de progrès. Elle vise donc à réaccorder l'appel qui monte de la société et les forces politiques de progrès en engageant ce que nous avons appelé à notre 28e congrès une "construction politique nouvelle". Ce qui nous guide c'est, au fond, une idée simple : tout ce qui se fait sans le peuple finit toujours par se retourner contre lui. Nous proposons donc de "faire" avec le peuple et pour lui.

Comme le PS, le PC ne souhaite pas revenir à l'union de la gauche sous son ancienne formule ni à la signature d'un programme commun. Pouvez-vous préciser votre notion de pacte ? Concrètement, quelle forme devrait prendre ce contrat entre les différentes forces de transformation sociale ?

R. H. : Il s'agit de résister à la politique actuelle, battre la droite, promouvoir une politique progressiste et humaine. Comment y parvenir ? En établissant dans tout le pays des "espaces de rencontres et de débats" où tous ceux qui le souhaitent, discuteront librement, franchement. Notre conviction est que si ça ne dépendait que d'eux, celles et ceux qui refusent la droite au pouvoir parviendraient à réfléchir ensemble et à s'entendre sur des solutions neuves, favorables au peuple et non plus aux grands intérêts privés. Nous voulons donc avec ces "espaces", les aider à se retrouver dans leur diversité et à aller de l'avant. Dans le même temps, et au diapason de ces aspirations à de vrais changements, nous proposons des rencontres entre formations politiques. Jusqu'où ira-t-on ? Nous l'espérons et ferons tout pour cela : jusqu'à une victoire sur la droite et une alternative à sa politique. On verra. Mais il faut commencer.

Sur le fond, vos dix thèmes reprennent vos propositions traditionnelles, notamment sur le plan économique et social. Vous les dites négociables. Mais quels sont les points sur lesquels le PC n'est pas disposé à faire de concessions ?

R. H. : Il fallait bien commencer. C'est le sens de nos propositions : des points de départ à compléter, enrichir. Elles ne sont pas "à prendre ou à laisser" et d'autres forces politiques, parties prenantes du Pacte, peuvent faire de même, chacune participant au Pacte avec son identité, son originalité. Mais il ne s'agit pas de "négocier" entre nous, ce qui serait revenir à une démarche du genre "programme commun", de dégager un "plus petit dénominateur commun" aux propositions des uns et des autres. Il s'agit de rechercher "le plus grand mobilisateur commun" à des millions de gens qui seront juges et décideurs, en dernière analyse, de ce qu'ils veulent et de ce que doivent faire les forces politiques progressistes pour qu'ils continuent à s'y reconnaître. Nous informerons largement des divergences et des convergences, des "blocages" et des progrès accomplis... Nous voulons que les citoyens soient de vrais partenaires du changement. Et cela, pour aboutir à un accord entre forces de progrès en faveur d'une politique nouvelle qui sera ainsi portée, défendue, garantie par une majorité de citoyens.

Lors de votre dernier congrès, vous avez déclaré que le PC devait s'attacher à tracer les contours "d'une société où (...) secteur public et secteur privé pourront coopérer..." Cela signifie-t-il que vous adhérez au concept de "société d'autonomie mixte" ?

R. H. : Nous ne voulons évidemment pas refaire ce qui a échoué ailleurs : collectiviser et étatiser. Et il y a bien longtemps que nous nous sommes prononcés pour une transformation socialiste incluant l'initiative privée et un secteur économique privé. Mais il faut s'entendre sur la "mixité". En son nom, on s'en prend aujourd'hui à ces atouts essentiels que sont les services publics et les entreprises nationales en soumettant leur gestion à la rentabilité financière et en les privatisant de façon ouverte ou en introduisant des capitaux privés. Une réponse moderne conduit, selon nous, à une tout autre logique : développer un secteur et des services publics rénovés et démocratisés, soumettre les capitaux publics et privés à des critères d'efficacité sociale visant à accroître les emplois et les richesses créées pour le développement des hommes en économisant les moyens matériels et financiers mis en œuvre. C'est cela que nous appelons une nouvelle mixité à prédominance publique et sociale. C'est évidemment très différent de ce qui se pratique aujourd'hui.

La "nouvelle construction politique" à laquelle vous appelez, marque-t-elle un changement d'époque pour le PCF et une évolution comme celle qu'ont connue d'autres partis communistes ?

R. H. : Les évolutions des partis communistes sont évidemment très différentes d'un pays à l'autre et il me paraît bien difficile de les ramener à un schéma unique. Ce qui est sûr c'est que le PCF a procédé durant les vingt dernières années à d'importantes remises en cause et innovations. Ce profond renouvellement de ses conceptions, de ses comportements, de ses règles de vie, cet effort de rénovation, il est bien décidé à les confirmer et à les amplifier en devenant un parti communiste d'un nouveau type, moderne, démocratique, au service de notre peuple et dont les gens de gauche, les progressistes de ce pays ont besoin. Quant au "changement d'époque", il est réel non seulement pour nous, communistes, mais pour toutes celles et tous ceux qui sont intéressés par le combat pour se dégager de la loi de l'argent : toutes les tentatives -à l'Est, mais aussi, à un tout autre niveau, en France après 1981- ont échoué. Le problème d'une "nouvelle construction politique" se pose à l'ensemble des forces de gauche et de progrès. C'est le sens de notre proposition d'un Pacte unitaire pour le progrès. Et je suis très heureux que vous m'ayez donné l'occasion de m'en entretenir avec les lecteurs de "Vendredi".

Propos recueillis par Jean-Pierre Bedeï

FORUM EUROPÉEN POUR LA SÉCURITÉ URBAINE

Reconquérir les territoires publics

Le Forum européen pour la sécurité urbaine vient de publier la synthèse des travaux menés à sa demande par une centaine de professionnels européens. Réunis dans un Collège, travailleurs sociaux, sociologues, urbanistes et universitaires ont examiné pendant une année les expériences en cours dans les collectivités locales européennes membres du Forum.

Cette analyse a permis de dégager des pistes de réflexion intéressantes, susceptibles d'inspirer les politiques européennes de demain en matière de sécurité urbaine et de lutte contre l'exclusion.

Le travail du Collège met en lumière l'inadéquation des systèmes judiciaires et policiers et les dysfonctionnements de la société face à la délinquance. «Les relations des jeunes avec les adultes, les façons de transmettre nos valeurs sont au cœur de ce rapport. Notre réussite dépendra de notre capacité à voir dans les jeunes non pas une menace mais une grande chance pour nos villes», explique Gilbert Bonnemaison, président du Forum. Face à la diversité des situations et au manque de fiabilité des statistiques, le Collège a adopté un principe de base : appuyer son analyse, non pas sur des chiffres, mais plus justement sur la manière dont la violence est ressentie. Premier constat commun : l'existence de territoires d'insécurité, véritables «espaces publics à reconquérir» tels que les gares, les stades, les écoles et certaines zones d'habitat, que le Collège analyse dans le détail.

Cette synthèse aborde également longuement la question de l'échelon d'intervention le plus pertinent dans l'appareil étatique. "Il apparaît très clairement que les villes sont les plus à même d'apporter des réponses démocratiques à la lutte contre l'insécurité", explique Michel Marcus délégué général du Forum. Autre constat incontournable : l'impérieuse nécessité d'inscrire cette réflexion sur la sécurité urbaine dans un cadre européen. L'enjeu n'est pas mince puisqu'il ne s'agit ni plus ni moins que de donner un contenu à la coopération judiciaire et policière prévue dans le traité de Maastricht, de prendre en compte l'impact sur les politiques de sécurité urbaine des mouvement migratoires en Europe, d'organiser le développement du marché privé de sécurité et d'adopter une approche globale de la toxicomanie.

A retenir notamment parmi les propositions du Collège, la naissance probable d'un nouveau métier : le pilote-conseil local qui veillera au bon déroulement du processus de partenariat, rendra compte aux politiques et aux habitants et impulsera des initiatives. Une fonction qui répond bien aux aspirations démocratiques des villes impliquées dans cette recherche européenne sur la sécurité et, qui plus est, sera génératrice d'emplois.

Christel Banderier

Ce rapport est disponible auprès du Forum européen pour la sécurité urbaine, 38 rue Liancourt, 75014 Paris. Tél : 43 27 83 11.



Trouver les façons de transmettre aux jeunes les valeurs de la démocratie.

RÉFÉRENDUM D'AIR FRANCE

Un "oui" lourd d'interrogations

Ce n'est pas le premier référendum organisé dans une entreprise en France : la Bordelaise de crédit, Sextant Avionique et bien d'autres y ont déjà eu recours. Mais celui d'Air France représente beaucoup plus que la simple adhésion de salariés à des sacrifices draconiens. Certes, la question était biaisée à l'origine puisque l'octroi des fonds publics était conditionnés au "oui". Mais, par son côté massif dans une entreprise nationale de taille internationale, il fait choc. Car il révèle sous un jour cru ce que depuis longtemps chacun se refusait à voir -parce que tout le monde a contribué à le créer-, le crépuscule d'une certaine forme de syndicalisme.

Le Pdg est délibérément passé par dessus la tête de ceux que la base a choisis comme ses représentants ; elle-même vient de les écarter. C'est plus qu'une simple crise de la médiation sociale, c'est la négation même de cette médiation par les deux entités qu'elle est censée relier.

Les patrons ne devraient pas se réjouir trop tôt de cet affaiblissement de la représentation syndicale qu'ils ont depuis longtemps cherché à saper par tous les moyens. Demain, cette médiation risque de leur faire cruellement défaut car le face-à-face avec leur personnel peut être explosif. A cet égard, il n'est pas acceptable que les syndicats d'Air France qui ont refusé l'accord soient exclus de la commission du suivi.

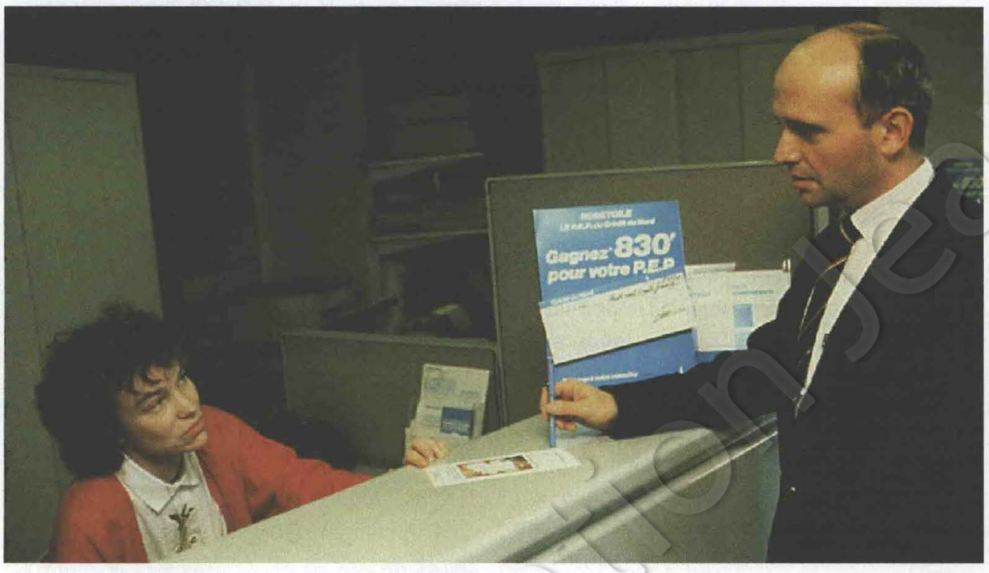
Les syndicats, eux, feraient bien de s'interroger, comme Nicole Notat pour qui ce vote exprime "une demande forte à l'égard des syndicats". Demande d'écoute, de dialogue, de démocratie. Mais aussi, et peut-être surtout, demande d'une réflexion collective, au delà des slogans, pour trouver des points de repère et de convergence entre la défense crispée des acquis, le maintien de l'emploi et la solidarité envers ceux qui n'ont plus ni l'un ni l'autre.

M.G.

LOI QUINQUENNALE

La main-d'œuvre à flux tendus

Les patrons veulent gérer leur personnel comme leurs stocks, à flux tendus. Grâce à l'annualisation du temps de travail prévue dans la loi quinquennale, ce sera possible. Sauf si...



Seuls les employés des banques et des assurances bénéficieront de deux jours de repos consécutifs, dont le dimanche.

Michel Giraud est un homme opiniâtre. Il a dû battre en retraite sur le Smic-jeunes, mais il sait, lui, que la loi quinquennale est toujours là, pratiquement intacte et que sa mission est de la faire appliquer. Pour la faire entrer de force dans le Code du travail, il poursuit imperturbablement son chemin. Et continue à bombarder les partenaires sociaux de projets de décrets, circulaires et arrêtés de toutes sortes, tous plus explosifs les uns que les autres.

Au centre de cette nouvelle bataille, souterraine cette fois, l'article 38 de la loi, qui rétablit un article L 212-2-1 dans le Code du travail. Celui-ci invite à négocier "les conditions d'une nouvelle organisation du travail résultant d'une répartition de la durée du travail sur tout ou partie de l'année". S'il est appliqué, il imposera une annualisation du temps de travail qui va changer considérablement la vie des salariés, dans le travail et hors du travail.

Il supprime, en effet, la semaine comme cadre légal de calcul de la durée du travail et permet une répartition de cette durée sur l'année. L'employeur pourra, en toute légalité, varier les horaires d'une semaine sur l'autre en fonction de son planning de commande. Pour lui permettre d'atteindre plus facilement et plus longtemps cet objectif, le projet de décret supprime toute référence à une durée maximale du travail par jour -dix heures jusqu'à présent- mais fixe la durée minimale du repos, soit 11 heures par jour. Ce tour de passe-passe entre durée maximale de travail et durée minimale de repos est loin d'être innocent.

Finis les week-ends !

En toute légalité, les patrons pourront imposer des journées de 13 heures de travail consécutives. "En cas de circonstances exceptionnelles", ils sont autorisés à dépasser le plafond de 48 heures par semaine, mais ne pourront pas aller au delà de 60 heures. La durée légale est, certes, toujours de 39 heures par semaine, mais que signifieront-elles dorénavant, quand les salariés seront dans l'obligation de travailler 12 heures par jour sur cinq jours ? Qui dit mieux ?

La déréglementation ne s'arrête pas en si bon chemin. Les patrons pourront, aussi, imposer le travail durant une partie du week-end. La loi quinquennale fait éclater la règle des deux jours de repos consécutifs, commune à tous jusqu'ici en dehors de dérogations admises dans certains secteurs en fonction de la nature du travail ou des contraintes de la profession. Dorénavant, ne sera plus obligatoire qu'un repos de 35 heures consécutives, les autres 13 heures pouvant être réparties au cours de la semaine. Seuls pourront continuer à bénéficier de deux jours de repos consécutifs, dont le dimanche, les employés des banques et assurances. Traduction de cette mansuétude : les agences pourront ouvrir le samedi, une vieille revendication patronale est enfin satisfaite.

Mine de rien, l'annualisation dynamite, en plus, toutes les modalités actuelles de calcul des heures supplémentaires. Payées jusqu'à présent 25 % en plus jusqu'à 47 heures par semaine et 50 % au delà, elles seront noyées dans le cadre annuel et pourront être remplacées par un repos compensateur, de la même durée, c'est-à-dire sans majoration de salaire.

Plus de norme commune

La loi quinquennale fait ainsi tourner à l'envers toute la mécanique d'une organisation du travail forgée au fil des années pour protéger les salariés contre l'arbitraire grâce à une norme commune à tous et confirmée par la loi. Désormais, cette mécanique servira d'arme contre eux.

Tout cela au nom de "la perspective du maintien ou du développement de l'emploi... assortie notamment d'une réduction collective de la durée du travail".

Tout est piégé dans cette déclaration d'intention, mais le comble est atteint par un mot : "notamment". "Notamment", cela veut dire que la réduction du temps de travail est un moyen parmi d'autres. Le texte ne se donne même pas la peine, d'ailleurs, de détailler ces autres-là. Autant dire que l'annualisation pourra être négociée... sans aucune contrepartie.

Négociée par qui ? Par le biais d'accords collectifs ou d'entreprise. De qui se moque-t-on ? A part les rares entreprises où existe une représentation syndicale forte, qui négociera ? Qui pourra s'opposer au chantage à l'emploi ? D'autant que l'annualisation peut être décidée, tout simplement, par un accord individuel entre employeur et salarié. Il suffit pour cela que le salarié ait un enfant à charge et accepte librement (!) un avenant à son propre contrat de travail.

Qu'aucun salarié ne se fasse d'illusion. Personne n'est à l'abri, tout le monde peut se trouver du jour au lendemain confronté à cette annualisation. Il suffit qu'un seul syndicat signe dans l'entreprise, et les "syndicats maison" ne se priveront pas de faire cette sale besogne sans même se battre pour multiplier les garde-fous, abaisser la durée du travail ou exiger des embauches. Une fois le système appliqué, nul ne peut s'y soustraire. C'est de la déréglementation sociale de la pire espèce.

Voilà tout ce que la droite a rêvé d'arracher au monde du travail depuis 1936 sans jamais y parvenir. Y arrivera-t-elle aujourd'hui ? La jeunesse a réussi à lui casser les dents. Leur exemple et leur réussite n'ont pas échappé aux salariés.

Monique Grima

Collection Jean Jaurès

Les points d'achoppement

L'article 38

L'article 38 réintroduit un article L 212-2-1 dans le Code du travail. Il invite les partenaires sociaux à négocier, dans la perspective du maintien ou du développement de l'emploi, les conditions d'une nouvelle organisation du travail, "assortie notamment d'une réduction collective de la durée du travail". Après accord de branche ou dans l'entreprise, les employeurs peuvent répartir la durée du travail sur tout ou partie de l'année. Il fixe des limites moins contraignantes qu'auparavant. Il suffit de respecter les durées légales maximales quotidienne et hebdomadaire -soit 10 h par jour, 48 h par semaine ou 46 h en moyenne sur 12 semaines-, de définir dans l'accord une durée moyenne hebdomadaire de référence, de prévoir le calendrier et les modalités de mise en œuvre, et le délai dans lequel les salariés devront être prévenus des changements d'horaires.

Il n'est plus exigé que

- les accords de modulation précisent les données économiques et sociales justifiant le recours à la modulation,
- les accords d'entreprise fixent une limite qui ne dépasse pas 44 heures.

Il n'est pas exigé non plus de convention ou accord collectif si le salarié accepte l'annualisation dans un avenant à son contrat de travail. Mais, dans ce cas, le salarié doit avoir au moins un enfant à charge et être volontaire.

Dans ce système, ne sont considérées comme heures supplémentaires ouvrant droit à majoration de salaire et à repos compensateur que les heures effectuées au delà de la durée moyenne de référence.

L'article 39

C'est ce qui reste du débat parlementaire sur la semaine de quatre jours. L'article 39 prévoit un dispositif expérimental pour les entreprises ayant signé, avant le 31 décembre 1994 et dans le cadre de l'annualisation du temps de travail, un accord qui réduit collectivement les horaires de travail. Cette réduction doit être d'au moins 15 % et s'accompagner d'une baisse des salaires dont le montant est laissé à l'appréciation des partenaires sociaux. Son but est de garantir le maintien du niveau de l'emploi sur trois ans avec embauches équivalentes à au moins 10 % des effectifs dans les six mois suivants. L'employeur reçoit alors une compensation égale à 40% des cotisations pendant la première année, à 30 % les deux années suivantes. Rien n'est prévu pour les salariés, sinon la baisse de leurs salaires.

L'article 43

L'article 43 abroge les dispositions relatives au travail intermittent qui concernait les emplois permanents comportant en alternance, par nature, des périodes travaillées et non travaillées. C'est, désormais, la durée annuelle qui sera prise en compte, et non plus la durée mensuelle. Sous prétexte d'unifier les deux régimes, il instaure l'annualisation du temps partiel. Ce temps partiel annualisé est organisé directement par le chef d'entreprise alors que la mise en œuvre d'un contrat intermittent nécessitait un accord de branche, d'entreprise ou d'établissement.

4e privatisée : l'UAP

Après celles d'Elf, de Rhône-Poulenc et de la BNP, la privatisation de l'UAP, qui a démarré mardi, est la quatrième entreprise par le gouvernement depuis un an. Elle concerne le premier assureur français, elle aura donc des conséquences sur la nature et la stucture du capitalisme financier. Elle porte sur 86 millions de titres, soit la quasi-totalité des 50,2 % détenus par l'Etat. A la fin de l'opération, il n'en aura plus que 4%. Mais celle-ci se déroule dans un climat tellement maussade à la Bourse que le titre UAP a perdu près de 20 % depuis le 1er janvier.

EN BREF

Saint-Gobain persiste et signe : son Pdg, Jean-Louis Beffa, a confirmé la fermeture de la Cellulose du Pin. Cette usine qui fabrique de la pâte à papier à Tartas, dans les Landes, n'aurait plus une productivité suffisante. Ce n'est pas l'avis des 2.000 personnes qui ont continué de manifester samedi à Bordeaux pour défendre Tartas, la région et toute la filiale régionale du bois. La CFDT demande un moratoire.

Laurent Fabius a demandé lundi au Premier ministre, dans une question écrite, d'abandonner son projet de suppression du Cerc. Selon le projet de décret pris en application de l'article 78 de la loi quinquennale, l'organisme qui devrait remplacer le Centre d'étude des revenus et des coûts "ne disposerait pas, à sa création, des garanties essentielles assurant son indépendance et la qualité de ses travaux."

Le décret sur la prime de mille francs (deux mille avant le premier octobre) pour l'embauche de jeunes est paru mardi au Journal officiel. Instaurée en remplacement du Cip, elle est accordée pendant 9 mois aux entreprises embauchant pour au moins 18 mois un jeune âgé de 16 à moins de 26 ans n'ayant jamais travaillé durablement. Rendement attendu : 30 à 40.000 emplois stables. Au mieux.

Les partenaires sociaux ont refusé, lundi, de négocier à propos de l'indemnité compensatrice aux chômeurs, instaurée par la loi quinquennale pour ceux d'entre eux qui prennent un emploi moins bien rémunéré que leur allocation-chômage. Le CNPF craint que l'Unedic ne soit amenée au fur et à mesure à prendre en charge une partie du salaire de tous les chômeurs qui retrouvent un emploi. Les syndicats ne veulent pas d'une pression à la baisse sur les salaires. Prochain rendez-vous, le 8 juin.

Collection Bibliothèque

GRAND SPECTACLE À CARMAUX

En son pays, Jean Jaurès



D'abord, entreront les mineurs, avec leurs lampes et leurs bougies sur le front qui les font ressembler à des cyclopes. Sur l'immense scène, ils seront plus d'une centaine en file indienne. En hommage à Jaurès. D'autres aussi seront là, les verriers, les Parisiens, les habitants du Tarn, pour faire revivre chez lui ce personnage immense. Retenez vos dates pour une plongée dans l'histoire des luttes et des hommes. Début août, Jaurès retrouvera Carmaux, pour six représentations, et 30.000 spectateurs.

Pour ce grand spectacle intitulé "Ils ont tué Jaurès", toute la population a été mobilisée. Les acteurs ont été choisis parmi les habitants de la région. Ces 250 bénévoles viennent de commencer à répéter leurs rôles avant de rencontrer un peu plus tard les acteurs professionnels. Mille costumes seront dessinés et réalisés avec soin car un film sera en même temps réalisé dont les droits ont été acquis par France 3.

L'entreprise était audacieuse. Elle partait d'un double objectif. D'abord célébrer Jaurès, car l'année 1994 peut fêter, outre son assassinat en 1914, la création de son journal "L'Humanité" en 1904, mais aussi le transfert de ses cendres au Panthéon en 1934. Il importait également de revaloriser l'image d'une région ouvrière et touristique, un peu oubliée des circuits et des investisseurs, le Tarn. Jean Jaurès fut député de la circonscription de Carmaux, c'est son successeur actuel, Paul Quilès, qui a pris l'initiative de faire de ces commémorations l'occasion d'une grande fête autour de cet immense personnage.

Avec des professionnels de talent

Rassembler les énergies, trouver les talents et les professionnels des grands spectacles, mettre ensemble historiens, scénaristes, réalisateurs, pour réussir un événement de qualité : la première phase, engagée depuis des mois, s'achève à peine. Les complices de Quilès sont des professionnels de talent confirmé, ils ont nom Alain Decaux pour la conception du spectacle, Rolande Trempé pour la rigueur historique, Elsa Chaudun pour l'écriture du scénario. Serge Moati, conseiller artistique de l'ensemble, devra coordonner le travail de toutes les techniques artistiques mises à contribution : théâtre, danse, cirque, musique, pyrotechnie, lumières, sans oublier les effets spéciaux et l'utilisation d'inserts cinéma avec documents d'époque. C'est lui aussi qui réalisera le film pour la télévision. Claude Moreau est chargé de la mise en scène et la production est confiée à Alain Delpuech. Les premiers partenaires de cet événement, outre les Charbonnages de France qui prêtent le site, sont le Crédit Agricole, les Laboratoires Fabre, Sud Radio entre autres et, bien sûr, la Dépêche du Midi où Jaurès travailla longtemps. Les collectivités territoriales locales et de grandes entreprises nationales ou plus régionales, participeront également à cette belle aventure. Une souscription nationale s'ouvre bientôt pour compléter le financement.

La deuxième phase -la mobilisation locale et nationale- est entamée. Pour informer et mobiliser les habitants de la région, Paul Quilès s'est beaucoup déplacé et a fait travailler les corps intermédiaires. "Je rencontre 100 % d'enthousiasme" , observe-t-il au retour de ses rencontres avec les responsables des associations, des établissements scolaires et des municipalités. "Il fallait sortir des images pieuses, Jaurès mérite bien une évocation d'une telle ampleur", explique-t-il.

C'est sur le site exceptionnel de "La Grande Découverte", cette immense mine à ciel ouvert, que la voix et les mots du tribun Jaurès résonneront quatre-vingts ans après sa mort.

Mise en valeur émouvante et originale

La beauté naturelle des lieux permet une mise en valeur émouvante et originale, de Carmaux où l'on attend les résultats des élections à Bourgnounac où Jaurès affronta les hommes du marquis de Solages, d'Albi où il fut professeur de philosophie à Bessoulet, son lieu de villégiature. 5.000 spectateurs pourront prendre place chaque soir pour un spectacle populaire de deux heures, face à une scène à plans multiples et devant plusieurs grands tableaux successifs comme la construction de la verrerie, le meeting du Pré-Saint-Gervais, la Chambre des députés, ou encore les élections de 1902 et l'approche de la Grande Guerre. De quoi évoquer toutes les facettes de l'homme Jaurès, tribun, humaniste, combattant, député, écrivain... lui qui lançait dans son discours à la jeunesse : "Ce qui reste vrai, à travers toutes nos misères, à travers toutes les injustices commises ou subies, c'est qu'il faut faire un large crédit à la nature humaine."

L.C.-S.

Collection Jean Jaurès

DEVANT LA COUR D'ASSISES DE VERSAILLES

Paul Touvier en congé de mémoire

Le procès de l'ancien chef du renseignement de la Milice de Lyon se termine bientôt. Il a permis de préciser sans équivoque sa responsabilité dans l'assassinat des otages juifs à Rillieux-la-Pape, ainsi que les pratiques de la Milice. Verdict la semaine prochaine.

Dans quelques jours, le rideau tombera sur le premier procès, et sans doute le dernier, d'un Français jugé pour complicité de crimes contre l'humanité. La cour d'assises de Versailles a été, pendant plus d'un mois, transformée en forum de l'Histoire. Une atmosphère lourde, dure, où le président du tribunal mène remarquablement l'audience. Enfin, la France a pu regarder en face, dans une enceinte judiciaire, le rôle de ses autorités dans la participation à la solution finale. Grâce à la force des témoignages des rescapés des salles de torture de Touvier (appelé "le chef") et des descendants des victimes de Rillieux-la-Pape. Sous ses ordres, sept hommes sont choisis en raison de leur origine juive, en représailles de l'assassinat, le 28 juin 1944, du secrétaire d'Etat à la Propagande de Vichy, Philippe Henriot. Ils sont raflés le jour même, emmenés à l'aube contre le mur du cimetière de Rillieux, mitrail-lés dans le dos et achevés d'une balle dans la tête. Au quartier général de la Milice, impasse Catelin à Lyon, Touvier aurait murmuré ce jour-là : "Philippe Henriot est vengé !". Louis Goudard, chef régional FTP, détenu dans la même cellule, se rendra compte le lendemain : "J'ai compris que j'étais toujours là parce que je n'étais pas juif". Et à l'avocat de la défense qui l'agresse sur le thème "Vous êtes le sauvé, il est le sauveur. Vous n'avez aucune reconnaissance !", il lance : "Ceux qui m'ont sauvé la vie, c'est ceux qui ont eu le courage de débarquer en Normandie le 6 juin 44 !".

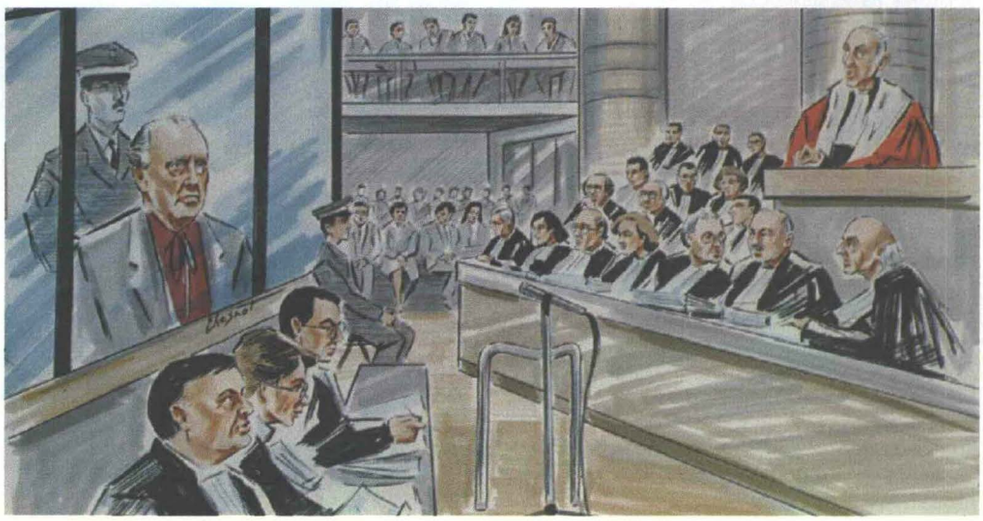
Les voix des enfants de ces victimes juives, trop longtemps étouffées par les silences officiels, se sont fait entendre. Silences complices dont Touvier fera son nid avant que, paradoxalement, une grâce présidentielle sur des peines accessoires, en 1972, ne rende son destin public. Il se croyait enfin blanchi. Il ira même se disculper à la radio en expliquant qu'il avait réduit les exigences des Allemands et de son supérieur de Bourmont, de 30 à 7 exécutions. Une sorte de Schindler avant la lettre. Georges Glaeser, fils de Léo Glaeser, organisateur de réseaux d'aide aux juifs, exécuté à Rillieux, qui s'était tu depuis 1945, porte plainte contre Paul Touvier. Les voix des rescapés résonnent. Telle celle d'Henri Jeanblanc, chef de l'Armée secrète à Saint-Etienne, torturé pendant deux jours par l'un des hommes de main de Touvier : "Difficile de croire que Touvier n'a pas entendu les cris des hommes torturés". Il ne supportait pas la vue du sang. Les récits des tortures à la dynamo et des humiliations subies par les détenus, crépitent comme des feux mal éteints. Ils font dire à Jeanblanc, à la vue de l'une de ces humiliations subies par un prisonnier juif contraint de baisser son pantalon : "Je n'ai jamais eu aussi honte d'être un homme".

Le procès de Touvier a permis d'établir sans ambiguïté les liens unissant la Milice, dernier avatar policier et ultra-répressif du régime de Vichy, et la Gestapo. Les miliciens étaient un concentré de haine. Tortures, pillages de magasins, "corvées de bois" (exécutions). Ils n'avaient qu'une obsession : l'argent que leur rapportaient rapines et racket. Le jour même de l'exécution d'Emile Zeizig, son magasin de bonnetterie est pillé sans vergogne par les hommes de Touvier. Henri Glaeser explique : "Les nazis étaient coupés de la population. On pardonnait tout aux miliciens. Ils pouvaient tuer, voler et violer". Touvier reconnaît avoir rencontré à deux reprises Werner Knab, le chef de la Gestapo à Lyon. Un résistant, Maurice Abélard, a été interrogé par Klaus Barbie lui-même. On ne dédaignait pas s'échanger des services, voire de partager les rôles entre occupants et auxiliaires miliciens. Darnand, le chef de la Milice, n'avait-il pas prêté serment à Hitler, fin 1943 ? Le serment milicien proclamait : "Contre la lèpre juive, pour la pureté française".

Un petit dictateur

Face à ces témoignages accablants, Paul Touvier se tait le plus souvent en spectateur de son procès. Sa ligne de défense : "Je ne me souviens pas. Les événements allaient trop vite". Comme les grands criminels de guerre nazis, il invoque la machine de guerre, pour s'effacer dans la chaîne des responsabilités. Entre ses supérieurs qui donnaient les ordres et les subordonnés qui les exécutaient, il veut nier son rôle dans l'affaire de Rillieux. Son ancien chauffeur, agent double, Jean-Lucien Feuz, le décrit comme "un petit dictateur, donnant l'impression de faire ce qu'il voulait". A aucun moment il n'a un mot de regret, de repentir. Le pardon des offenses, ce chrétien déclaré et protégé comme tel par de nombreux ecclésiastiques que ce procès a mis hors de cause, ne le pratique pas. Ses carnets personnels, écrits dans une période récente, révèlent un antisémitisme de bas étage, à la mode des années 30. Du genre à épingler un film par la mention "cinéma juif". Ce qui fait dire à Georges Glaeser : "Je trouve immoral de donner le pardon à quelqu'un qui ne le demande pas. Il n'y a pas de réconciliation avec des gens qui continuent à raconter des mensonges».

Gilles Aïdan



Collection Dreyfus-Schwarzbart

CITOYENNETÉ ET RETRAITE

Le nouveau défi de "La Flamboyance"

Cette association travaille sur les conséquences du vieillissement et propose aux villes de définir une autre politique en faveur des retraités. Le ministère de la Culture lui a coupé les vivres. Pour pouvoir poursuivre son action, elle s'appuie sur le réseau qu'elle a créé.

La France compte onze millions de retraités. Michel Daureil a toujours travaillé dans le secteur de l'action culturelle en leur faveur. C'est pour cela qu'en 1989, Jack Lang, alors ministre de la Culture, convaincu que le vieillissement de la population va transformer la société, lui confie la mission d'étudier un projet de structure qui permettrait aux personnes âgées de jouer un autre rôle que celui de simple consommateur. A l'issue de ce travail, en 1990, Michel Daureil et une gérontologue de 71 ans, Maximilienne Levet, créent l'association "La Flamboyance". La Flamboyance c'est une façon d'être, un arbre qui, après avoir donné ses fruits donne ses fleurs. Tout le travail de l'association repose sur cet esprit. En perpétuel mouvement de réflexion et d'action, elle s'interroge sur les conséquences du vieillissement, sur le partage des tâches entre les actifs et les retraités et sur le sens du travail à une époque où l'espérance de vie est de plus en plus longue.

Tous contemporains

Du temps où la gauche était au pouvoir, La Flamboyance vivait grâce à une subvention du ministère de la culture (1,9 million) et Jack Lang assurait sa promotion auprès des collectivités locales et des élus. Les villes pouvaient ainsi disposer d'un partenaire chevronné pour définir et mettre en place une autre politique qui permette aux retraités d'être des citoyens actifs et de s'impliquer dans le tissu social. Aujourd'hui, La Flamboyance ne peut compter, pour survivre, que sur son réseau.

Depuis sa création, l'association organise chaque année "L'octobre de la Flamboyance", une manifestation nationale sur l'ensemble du territoire, qui rassemble des collectivités, des artistes, des associations culturelles... Objectif principal : faire sortir du champ social l'idée de vieillissement. La vieillesse, ce n'est pas seulement les prestations sociales, les questions de santé, les questions économiques... La vieillesse c'est une vraie citoyenneté qui redonne une cohésion à la société. "Vieillir, ce n'est pas seulement l'affaire des vieux, explique Michel Daureil, pour tout le monde le temps passe. Nous faisons appel à des artistes pour témoigner de ce temps qui fuit mais qui est aussi un commencement. Un bébé qui naît aujourd'hui et un centenaire à la fin de sa vie ont un point commun : ils sont contemporains."

En outre, à travers l'opération "le talent à vivre des personnes âgées", La Flamboyance met en lumière de nombreuses initiatives qui démontrent combien les personnes âgées sont proches de leur environnement et comment elles peuvent être à l'origine de véritables actions de solidarité. La Flamboyance travaille avec plus de 200 villes françaises de toutes tailles et de toutes tendances politiques : Marseille, Lyon, Blois, Bayonne, Hérouville-Saint-Clair, Aurillac, Royan, Château-Thierry... et avec 50 villes en Europe (Grèce, Espagne, Allemagne, Grande-Bretagne...). Elle regroupe plus de 500 projets.

Dès l'arrivée de Jacques Toubon au ministère de la Culture, non seulement l'association a perdu ses moyens de fonctionnement mais pire encore : l'équipe Toubon voulait qu'elle cesse immédiatement toute activité. "Nous sommes un mouvement impulsé par Jack Lang précise Michel Daureil. La renommée de ce dernier, notre travail, allaient au delà des villes socialistes. Cela inquiète le nouveau ministre de la Culture. Nous avons donc été traités avec mépris. Les maires avec lesquels nous travaillons ont voulu nous soutenir. Ils ont écrit au ministre. Celui-ci n'a jamais daigné leurs répondre."

La vieillesse est un capital

Aujourd'hui Michel Daureil et son équipe s'emploient à construire l'avenir de La Flamboyance. "Notre capital, c'est notre équipe", dit-il. Celle-ci, grâce à son réseau, travaille directement en prestataire de services avec les villes. De plus en plus de collectivités locales ou territoriales s'investissent dans le mouvement. Il leur suffit de contacter l'association. Ensemble, elles évaluent la situation et les besoins. "Nous ne devons plus nous demander ce que l'on peut faire pour les retraités mais plutôt nous poser la question de ce qu'ils peuvent faire pour notre civilisation, insiste Michel Daureil. C'est une autre démarche et nous pouvons aider les villes à y arriver."

Chrystie Lipani

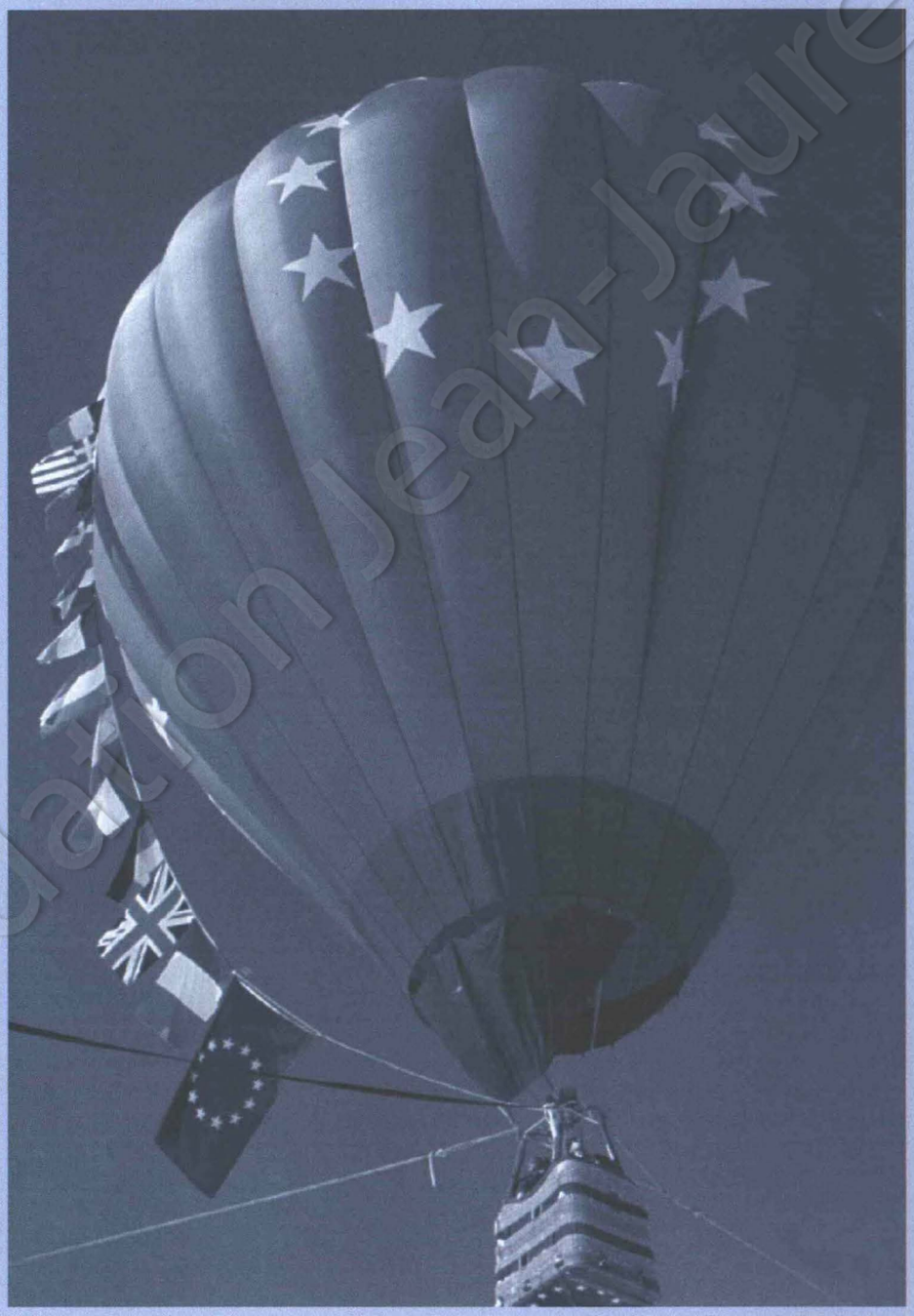
La Flamboyance,
BP 351, 75526 Paris cedex 11,
Tél 43 38 38 39, fax 43 38 30 57.



Une façon d'être, un arbre qui, après avoir donné ses fruits, donne ses fleurs.

Donner un contenu de gauche à l'Europe

L'Union européenne est toujours attractive : quatre pays viennent d'y entrer. Pourtant, son impuissance à répondre aux défis majeurs de la crise ébranle la confiance des peuples. Comment relancer la construction européenne en lui donnant un contenu de gauche ? Débat entre un dirigeant de l'ADS (1), Félix Damette, et Gérard Fuchs, secrétaire national aux questions européennes du PS.



On parle beaucoup aujourd'hui de panne européenne et l'idée européenne a moins de succès auprès des peuples. Qu'en pensez-vous ?

Félix Damette : Beaucoup de pays demandent à entrer dans l'Europe malgré la grogne manifeste qui y règne. On peut s'interroger sur cette apparente contradiction tout comme sur l'idée de panne européenne. La confusion entretenue entre les responsabilités européennes et celles des Etats-nations a empêché un véritable débat sur les enjeux européens. Suivant une technique éprouvée, les hommes politiques ont fait porter le chapeau à l'Europe de décisions difficiles à assumer.

La construction d'une Union européenne était nécessaire mais elle s'est faite technocratiquement, dans le dos des peuples. En outre, le thème central du Traité de Rome repose sur la liberté de la concurrence. L'intervention européenne est donc par essence libérale. Leon Brittan, quand il veut déréguler, s'appuie sur le Traité, qui ne présente aucun contrepoids. L'Europe n'est pas armée stucturellement pour affronter la crise commencée en 1975. Le risque est que chaque Etat-nation reste responsable de ses grands équilibres économiques sans avoir la maîtrise du marché. Le seul véritable instrument qu'ils utilisent est la limitation du pouvoir d'achat. Une politique keynésiennne n'est pas possible au niveau national et l'Europe n'en fait pas parce qu'elle n'a pas de politique extérieure, d'où blocage face à la crise. Maastricht a fourvoyé la construction européenne. Il faut donner à l'Europe des moyens économiques et institutionnels nouveaux pour soutenir les politiques de développement que les Etats-nations devraient conduire sur de nouveaux critères. ▶

© Fondation Jean-Jaurès

Gérard Fuchs : Nous sommes confrontés à une critique contradictoire : pas assez d'Europe, trop d'Europe. L'image d'une bureaucratie envahissante correspond à la critique de "trop d'Europe". Le "pas assez d'Europe" est notamment justifié par l'insuffisance de réactions face au conflit yougoslave. A ces sentiments contradictoires vient se mêler celui de panne parce que l'Union européenne n'apporte pas de réponses aux questions majeures de la période. Nous sommes confrontés à deux défis : la crise économique et la montée des nationalismes qui prospèrent sur le terreau de l'ancien empire communiste.



Gérard Fuchs : "Le seul moyen de ne pas s'enfermer, c'est de construire des instruments politiques, syndicaux, sociaux, associatifs, au niveau européen."

Le traité d'Union européenne permet de mieux réagir à ces défis. Alors que, pendant trente ans, la Communauté économique européenne n'a parlé que de concurrence, le Traité parle de politiques économique, industrielle, sociale. Dans le domaine diplomatique et militaire, le Traité amorce des pistes. L'essentiel aujourd'hui c'est de conduire une politique keynésienne à l'échelle européenne. Le chômage actuel ne peut certes se réduire à la question d'un taux de croissance : il y a aussi les effets des mutations technologiques, de la hausse de la productivité, etc. Il n'en reste pas moins que, par rapport aux grandes zones régionales de l'Amérique et du Sud-est asiatique, le continent européen produit moins de croissance. Il faut globaliser les contraintes de commerce extérieur et de balances des paiements nationales et relancer la croissance au niveau de l'UE, notamment par l'investissement public, la création de grands réseaux de transports, de communication, et aussi par de grands travaux de réhabilitation des villes et des banlieues. Dans le traité de Maastricht, c'est la France qui a voulu introduire un chapitre de politique économique avant le chapitre monétaire ! On peut l'utiliser. Il faut l'utiliser !

Le fond du problème est politique : il en va des traités européens comme de la Constitution française, les choses changent selon que la majorité politique est de gauche ou de droite. Les instruments qu'offre le traité d'Union européenne rendent possible une politique keynésienne forte avec un emprunt public massif, des politiques industrielles et de recherche volontaristes, une politique de commerce extérieur qui ne soit pas du libéralisme angélique et unilatéral à la Brittan. Ils permettent aussi une politique extérieure et même une politique de défense commune. Il s'agit maintenant de rassembler les forces politiques, syndicales et sociales capables d'impulser ces politiques et de leur faire obtenir le soutien majoritaire dont elles ont besoin.

Comment réduire le chômage en Europe sans amoindrir une protection sociale qui est la marque de la civilisation européenne ?

F.D. : Il n'y aura pas de coup de baguette magique. L'Europe souffre de pesanteurs diverses. Lorsque Delors a lancé son initiative européenne de croissance qui me paraissait bonne, il s'est heurté à quelques édredons...

G.F. : Et à quelques blocs !

F.D. : A commencer par la France où le Parti socialiste exerçait à l'époque des responsabilités importantes.

G.F. : Très honnêtement, la responsabilité première de l'enlisement de l'initiative de croissance a incombé surtout aux Etats qui ne voulaient pas dépenser d'argent. Ne faisons pas de faux procès au gouvernement français qui a été le plus actif sur ce dossier. On peut considérer que la proposition Delors était insuffisante par rapport aux besoins de la relance -c'est ce que disait le Parti socialiste- mais c'était un compromis.

F. D. : Qui n'a rien donné !

G.F. : D'accord, mais faire porter à la France et au gouvernement de l'époque la responsabilité me paraît plus qu'injuste.

F. D. : Le gouvernement français a fait comme les autres, il n'a pas pris d'initiatives particulières pour appuyer Delors qui est resté isolé. A partir du moment où l'on accordait la priorité absolue à la parité du franc, l'idée de relance présentait des risques. Cette position n'est donc pas surprenante. Cette situation confuse vient du fait que l'Europe s'est faite au sommet. Et, en France, en dehors du champ politique qui structure le pays. L'Europe a été présentée comme une affaire ni de droite ni de gauche, au-dessus de la politique. C'est une des raisons de l'impasse. Les partis de gauche portent une responsabilité très lourde. Le PC a toujours eu une attitude de blocage et de refus par rapport à l'Europe. Mais on peut aussi faire le reproche au Parti socialiste d'avoir dépolitisé le débat. Il a toujours essayé de donner une vague coloration de gauche à son discours européen ; à une époque, cela a été la critique de l'Europe des marchands. Mais cela suffit-il ? S'il a manqué un grand mouvement social porteur, la responsabilité incombe aux politiques.

G.F. : Nous sommes d'accord sur un point : ou le conflit politique droite-gauche, le conflit progressiste-conservateur, est réintroduit dans le champ européen, ou l'idée européenne sera de plus en plus mal acceptée. Il faut distinguer accords internationaux négociés entre gouvernements qui statistiquement risquent de n'être jamais unanimement progressistes, et le mode d'utilisation de ce cadre pour faire une politique plutôt qu'une autre. L'idée sympathique d'une Constituante européenne qui ferait que le prochain traité serait rédigé par les peuples ne me paraît pas réaliste, des négociations entre gouvernements nationaux se feront encore dans l'avenir. Le problème de la démocratie européenne est de gérer une double légitimité : nationale avec sa superstructure étatique et citoyenne, ou populaire. Si je suis un Européen convaincu, c'est parce que je constate que la mondialisation dans de nombreux domaines (la lutte pour l'emploi, la politique internationale...) fait que le niveau national ne peut plus apporter les vraies réponses. Comme socialiste, ne m'accomodant pas du monde tel qu'il est, je veux construire des outils politiques efficaces au niveau pertinent, c'est-à-dire, aujourd'hui, européen.

F.D. : Le reproche que je ferai aux formations de gauche, c'est d'avoir laissé une situation telle que la France s'est coupée en deux lors du dernier référendum. Quand un département ouvrier comme le Pas-de-Calais répond aussi massivement non au référendum sur Maastricht, il faut tirer les conclusions de nos erreurs énormes, de notre aveuglement. Maastricht est l'aboutissement de toute une période où l'on a cru qu'on pouvait faire l'Europe avec des critères de convergences techniques.

G.F. : Je suis prêt à dire que Maastricht doit être la fin d'une étape, à condition que la nouvelle étape soit marquée par l'organisation à tous les niveaux de ceux qui se reconnaissent dans la gauche. Le seul moyen de ne pas s'enfermer dans la logique des compromis intergouvernementaux, c'est de construire des instruments politiques, syndicaux, sociaux, associatifs, au niveau européen. Le PS français essaye depuis six ans de construire le Parti des socialistes européens. Le PSE existe depuis un an et demi, nous avons élaboré pour les prochaines élections européennes un document commun, imparfait mais qui existe. Je souhaite que soient dépassés les clivages entre ceux qui, à gauche, étaient pour ou contre l'Europe. Un des critères déterminants sera pour moi, à l'avenir : qui est prêt à travailler à la construction d'une force politique européenne et qui ne l'est pas ? L'ancien Parti communiste italien, devenu le parti démocratique de la gauche, a demandé

son adhésion au PSE, j'espère qu'un jour le Parti communiste français fera une démarche de même nature. L'idée que l'expression de la volonté populaire passe par le Parlement européen qui commence à avoir un pouvoir législatif réel est un des acquis de l'Union européenne. C'est selon la couleur politique du Parlement que Sir Brittan pourra ou non développer une politique ultralibérale aux frontières externes de la Communauté.

F.D. : Pour moi, l'urgence tient moins dans les outils institutionnels que dans les outils conceptuels. Ce sont les idées, les propositions qui comptent. La question majeure reste : marché commun ou zone de libre échange ? Ceux qui marquent des points actuellement, ce sont les tenants du libre échange. Face à la thèse anglaise il n'y a pas de position cohérente et forte susceptible de promouvoir une conception de l'Europe qui en fasse un ensemble social et politique ayant une identité forte.



Félix Damette : "Comment concevoir une citoyenneté européenne où le droit du sol n'est pas majoritaire en Europe ? Sans une idée moderne et forte de la laïcité ?"

G.F. : Je n'ai pas un sentiment aussi désespéré que le vôtre. Sur la question du chômage, trois idées communes figurent dans le manifeste du PSE : relance keynésienne, réduction coordonnée de la durée du travail, politique forte d'aménagement du territoire. Notre tâche est de convaincre, y compris la partie de l'opinion publique française qui a voté "non" au traité de Maastricht, de ce que peut être une politique de gauche européenne. C'est vrai qu'il n'y a pas de politique sociale aujourd'hui mais uniquement parce que jusqu'à maintenant les décisions se prenaient à l'unanimité. C'est vrai qu'en ce qui concerne le commerce extérieur, la vision idéologique de Brittan n'est mise en œuvre ni par les Américains ni par les Japonais : ils ne se comportent pas comme il proposent que la Communauté européenne se comporte. Mais rien n'empêche l'Union européenne de se doter, en matière commerciale, de règles comparables à celles de ses principaux concurrents, on sortirait déjà du strict libre-échangisme !
Mais on ne peut pas réduire la politique commerciale de l'Union aux relations avec les Etats-Unis et le Japon. Lorsque nous proposons d'introduire des clauses sociales dans les accords commerciaux, les pays du tiers-monde disent non. Certes, ce concept de tiers-monde n'a plus beaucoup de pertinence, certains pays sont avancés, d'autres ne recouvrent en réalité qu'une multinationale, parfois même américaine. Il faut pourtant arriver à organiser le commerce mondial et à accepter que cette organisation -ce qui est contraire à la philosophie actuelle du Gatt-, différencie les pays suivant leur niveau de développement. Nous devons construire des instruments commerciaux aussi durs vis-à-vis des Américains ou des Japonais que ceux-ci le sont vis-à-vis de nous, tout en acceptant aussi une certaine ouverture de nos frontières aux pays Est-européens, méditerranéens ou africains : c'est indispensable à leur développement et à leur équilibre social, même si cela doit nous coûter un peu en termes d'emploi. Mais il faut que ce soit négocié. On a le choix : avoir 10 millions de chômeurs en France, diminuer par deux les salaires minimaux et la protection sociale, ou impulser une véritable organisation du commerce mondial.



F.D. : Je ne vous cache pas ma réticence sur la thèse du "dumping social", cette façon de pointer du doigt les pays en voie de développement. Je vois bien les dégâts auxquels conduit l'idée que ces pays tuent l'emploi : cela me paraît politiquement désastreux.
Le problème ne peut être traité que dans un cadre plus large, en particulier par des mesures d'organisation du commerce mondial incorporant par exemple les fonds de stabilisation. La phase qui aboutit à Maastrich est achevée, il en faut une autre maintenant, avez vous dit. Mais peut-on être crédible si l'on n'accepte pas la critique de ce que l'on a fait auparavant ?

Passons à l'organisation politique de l'Europe, à la citoyenneté. La contamination d'idées antidémocratiques en Europe, qui vont à l'encontre des valeurs de l'Union européenne, ne jette-t-elle pas un doute sur sa capacité de rayonnement ? On lui reproche son impuissance sur le conflit des Balkans...

F.D. : Il n'est pas sérieux de reprocher à l'Europe de ne pas avoir traité les problèmes qui ne sont pas de sa compétence. On ne peut résoudre le problème de la Yougoslavie sur la base du traité de Rome : il y a des procès déplacés qui relèvent de la démagogie.
Le thème de la citoyenneté européenne est séduisant mais se pose la question des conditions dans lesquelles elle s'exerce. L'idée que les valeurs, sinon de gauche du moins progressistes et républicaines, sont nécessaires, me paraît juste. Peut-on séparer la citoyenneté de la nationalité ? Comment concevoir une citoyenneté européenne si le droit du sol n'est pas ▶

majoritaire en Europe ? Comment cette citoyenneté peut-elle s'exercer pleinement sans une idée moderne et forte de la laïcité ?

G.F. : Le fait même qu'on parle de citoyenneté européenne implique que nous sommes en train de construire un concept et une réalité qui dépassent la simple appartenance nationale. L'enjeu essentiel du conflit yougoslave n'est-il pas : donne-t-on la priorité à la notion de citoyenneté au sens de 1789 -on oublie toujours de dire que c'était la déclaration des Droits de l'homme et du citoyen- ou à la nationalité dans son sens ethnique ? A propos de la situation yougoslave rappelons que, jusqu'au traité de Maastricht, l'Europe était une communauté purement économique. On ne peut donc lui reprocher de n'avoir pas donné de réponse politique. Mais la question reste posée : ou nous laissons une forme de nationalisme, de néo-fascisme, une conception des Etats fondée sur l'appartenance ethnique triompher sur le champ yougoslave et nous engageons l'Europe dans une période de conflits internes qui va durer quinze ans ou plus, ou nous sommes capables de réagir. Pour cela, l'Europe doit avoir une diplomatie préventive et active : le risque existe d'autres situations semblables. En outre, il faut que cette Union européenne ait une capacité d'intervention militaire.
Par ailleurs, on a centré, en France, le débat sur la citoyenneté sur le droit de vote des étrangers communautaires et non communautaires, mais il y a aussi la citoyenneté dans l'entreprise qu'il faudrait revitaliser : créer des comités de groupe européens, c'est un discours que les salariés peuvent mieux comprendre parce qu'il correspond à leur vécu d'aujourd'hui. Nous réfléchissons aussi à l'idée de service public européen garantissant des égalités d'accès à des usagers. Je ne crois pas que l'Europe gardera dans les années à venir une compagnie nationale par pays. Comment progresser vers des coopérations, des fusions dans des domaines qui touchent à la vie quotidienne sans tomber dans la dérégulation ? L'échec communiste a montré que l'on ne pouvait pas complètement se passer du marché mais on doit lui imposer des règles et des limites. Je souhaite que les organisations de consommateurs, de défense des droits de l'homme, de solidarité avec le tiers-monde, s'organisent aussi au niveau de l'Europe. A partir du moment où les gens verront qu'ils pourront s'appuyer sur des institutions européennes efficaces pour faire évoluer le monde dans le sens des valeurs qui nous sont communes, on aura fait un grand pas en avant.

Propos recueillis par Bernard Chaouat

(1) L'Alternative, Démocratie et Socialisme créé en 1992 par la fusion des reconstructeurs et rénovateurs communistes.

Erratum

Deux erreurs se sont glissées dans notre n°224.
Page 7 : ajouter dans le tableau sur le futur Parlement, le Royaume-Uni avec 87 députés.
Page 13 : dans l'introduction, lire Philippe Lamy.
Nos lecteurs voudront bien nous en excuser.

LIVRES

Schœlcher le philanthrope

A trente ans, Victor Schœlcher était suffisamment fortuné pour vivre de ses rentes et voyager jusqu'à la fin de sa vie. Ce dandy aurait pu mener une existence mondaine de grand bourgeois oisif et se contenter de briller dans les salons parisiens aux côtés de ses amis Liszt, Berlioz, Chopin, Sue, Sand. Il aurait alors traversé le XIXe siècle dans l'indifférence la plus totale. Schœlcher a préféré choisir son destin. Il a décidé de mettre sa vie au service d'une cause : la lutte pour l'abolition de l'esclavage. Dès 1840, il disait en s'embarquant pour son deuxième voyage aux Amériques : "Ce ne sera pas sans peine que j'arriverai à l'œuvre, mais j'arriverai."
Huit ans plus tard, au terme de nombreuses expéditions dans les Caraïbes, aux Amériques, en Orient, après avoir publié une multitude d'articles de presse, de brochures et d'études sur l'esclavage et le système colonial, Victor Schœlcher, nommé sous-secrétaire d'Etat aux Colonies, fit signer le décret d'abolition de l'esclavage par le gouvernement provisoire (27 avril 1848). C'est ce combat permanent pour les Droits de l'Homme que raconte Nelly Schmidt d'une plume alerte dans une biographie de Schœlcher (1) qui s'attache également aux différentes facettes d'un homme "démocrate d'idées, aristocrate de manière". Homme de culture, philanthrope, mécène, Schœlcher fut aussi l'un des pères fondateurs de la république qui refusa tout compromis avec le régime de Napoléon III.
Injustement oublié par l'histoire, Schœlcher a été honoré, avec Jean Jaurès et Jean Moulin, par François Mitterrand qui déposa une rose sur son tombeau au Panthéon, le 21 mai 1981. Ce geste symbolique ne fit guère sortir de l'anonymat ce bienfaiteur de l'humanité. Sans tomber dans l'hagiographie, le livre de Nelly Schmidt, qui s'appuie sur une documentation inédite, restitue à Schœlcher sa place parmi les grandes figures qui sont l'honneur de la France. Déjà Victor Hugo disait à celui qui restera l'homme de l'abolition de l'esclavage : "Qu'importe le succès momentané. Soyez tranquille, rien de ce que vous écrivez n'est perdu. L'Histoire est là qui recueille."

J.-P. B.

"Victor Schœlcher", Nelly Schmidt, Fayard, 440 p, 150 F.

HISTOIRE

La Révolution des œillets, vingt ans après

Aux petites heures du matin du 25 avril 1974, le speaker de Radio Club Português lance dans les airs la chanson interdite : "Grândola Vila-Morena". C'est le signal du soulèvement.
Ce matin-là, lorsque l'aube se lève sur la Praça da Figueira, une fleuriste aménage son étal. Une colonne de chars fait irruption sur la place. Les soldats expliquent à la fleuriste qu'ils vont tenter de faire tomber le gouvernement, et qu'il pourrait bien y avoir des combats. Elle leur distribue ses fleurs : des œillets. Les chars entrent dans le Rossio, la place centrale de Lisbonne. Les soldats offrent des œillets aux passants. C'est le deuxième symbole du 25 avril. Le troisième, c'est le large sourire du lieutenant-colonel Otelo de Carvalho, le stratège de l'insurrection militaire.
Vingt ans ont passé. Quels sont les acquis de ce coup d'Etat, que certains ont appelé Révolution eu égard à l'adhésion populaire qui l'a suivi ? D'avril 1974 à novembre 1975, le nouveau régime est resté instable. Diverses forces s'affrontent. D'une part, une gauche plurielle où le Parti communiste a pu apparaître un temps comme la force dominante. De l'autre, une droite plus ou moins démocratique (PPD, CDS).
En quelques mois, l'aura dont pouvait se prévaloir le PCP fut largement érodée. Son action politique à cette époque va donner des arguments anticommunistes à une partie de l'électorat. Dans la phase suivante, le Parti socialiste, avec Mario Soares -actuel président de la République-, réussira à devenir une force d'équilibre (1976-1984) avant que l'électorat de centre-droit, élargi à tous ceux qui souhaitaient la stabilité politique, ne porte au pouvoir le parti de Cavaco e Silva, le Parti social-démocrate.
Dès 1976, l'argument de l'entrée dans l'Europe est largement utilisé dans un sens de consolidation de la démocratie. Ce sera chose faite dix ans après. Le Portugal est devenu l'un des meilleurs "élèves" de la Communauté. Il sera touché par la crise générale des années 90, mais tient mieux que l'Espagne, par exemple.
Le Portugal se définit comme une "nation de communautés" dispersées sur cinq continents. La communauté portugaise outre-frontières, en Europe, est l'une des plus importantes. Elle est bien acceptée et pratique un va-et-vient annuel important. Pour cette raison, et d'autres, une partie de la nation portugaise est d'ores et déjà dans l'européanité accomplie.

Albano Cordeiro

Le Conseil Général de la Haute-Vienne

recrute

un Chef de Projet

POUR SON CENTRE DE FORMATION ET D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS À LIMOGES

FONCTIONS DU CENTRE

- Actuellement au stade de la consultation des entreprises, ce projet (surface utile : 6.400 m2) offrira à des stagiaires d'organismes sportifs et professionnels un ensemble de services de qualité (hébergement de 110 lits, restauration de 250 rationnaires, auditorium, salles de cours, dojo, salle d'escrime, gymnase...).

MISSIONS DU POSTE

- Le Chef de projet sera chargé de mettre en place la structure de gestion du centre, et de rechercher les conditions d'un fonctionnement optimal (organisation-gestion des équipements, prospection clientèle...).
- Possibilité, selon profil, de devenir à terme le Directeur du centre.

PROFIL DU CANDIDAT

- Titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur (bac + 4 orientation économie, gestion des entreprises...), le candidat devra mettre en place et développer une politique commerciale dynamique.
- Il aura le sens de l'initiative, de la prise de décisions et de la négociation, et saura manager une équipe (des connaissances en gestion des ressources humaines et/ou management seraient appréciées).
- Une bonne connaissance du milieu de la formation (professionnelle et/ou sportive) est souhaitable.
- Une expérience dans une fonction similaire (gestion de centres de formation sportive ou professionnelle incluant des fonctions d'accueil, d'hébergement et de restauration) est indispensable.

CONDITIONS DE RECRUTEMENT

- Contractuel de droit public.
- Rémunération selon niveau de formation et expériences antérieures.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

- Ils peuvent être obtenus auprès de M. Jean-Luc Bourguignon, Directeur du Développement (téléphone : 55 45 10 04).

DÉPÔT DES CANDIDATURES

- Les personnes intéressées doivent présenter leur candidature, accompagnée d'un curriculum-vitae détaillé et d'une note de motivation à Monsieur le Président du Conseil général de la Haute-Vienne - Direction des Finances et des Ressources Humaines - Service Personnel / Formation - 39/43, avenue de la Libération - 87031 Limoges cedex.

Avant le 16 mai 1994

Conseil Général de la Haute-Garonne

Une collectivité dynamique (925.962 habitants) Un pôle universitaire, des industries d'avenir A proximité de la mer et de la montagne

recrute

par voie de mutation ou de détachement

Assistant Social

GARANT DES COMPÉTENCES TECHNIQUES DES ASSISTANTS SOCIAUX DE TERRAIN

- Vous avez un rôle de support, de suivi et de conseil. En liaison étroite avec les responsables de circonscription et les responsables techniques des autres disciplines, vous participez à l'élaboration des actions et dispositifs engageant les assistants sociaux. Vous étudiez leur faisabilité du point de vue technique et évaluez les moyens nécessaires. Fonctionnaire du cadre d'emploi des conseillers socio-éducatifs, vous avez au moins 8 ans d'expérience. Vous avez suivi une formation à l'aide individuelle et familiale ainsi qu'au travail collectif. Vous avez le sens de l'organisation, l'esprit d'initiative et des facilités à communiquer.
- Basé à Toulouse, ce poste nécessite de fréquents déplacements dans les circonscriptions du département.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, dernier arrêté et photo, avant le 30 avril 94, au Conseil général de la Haute-Garonne Direction des Ressources Humaines (poste 4716) Place Saint-Etienne 31090 Toulouse cedex.

Les grands horizons

La ville de Dunkerque

Ville centre d'une agglomération de 220.000 habitants.

Trois musées, une école régionale d'Art, une scène nationale, une école de musique, une université

recrute

par voie de mutation

Un Conservateur Territorial de Bibliothèque

Directeur de la Bibliothèque Municipale

● Entouré d'une équipe de 30 collaborateurs, vous prendrez en charge l'animation et la gestion de la Bibliothèque Municipale (une bibliothèque centrale, 5 annexes, 2 bibliobus pour 20.000 volumes et 250.000 prêts / an), et définirez le projet de la création d'une Médiathèque à Dunkerque. ● Votre action sera structurée autour du plan de développement de la lecture publique que vous serez chargé de mettre en place en direction des différents publics locaux, dont ceux du développement social urbain. ● Intégré au sein d'une équipe de professionnels de l'action culturelle, vous développerez des projets d'animation coordonnés avec l'ensemble des acteurs culturels locaux : scène nationale, école d'art, école de musique, musées, université. ● Conservateur Territorial de Bibliothèque, vous maîtriserez, dans l'ensemble de ses dimensions, la direction d'une bibliothèque, et avez acquis une solide expérience de gestionnaire de projets. ● Vous faites preuve de réelles capacités de travail en partenariat et du sens des relations humaines.

Adresser votre candidature (lettre de candidature + CV) à : Monsieur le Maire de Dunkerque BP 6-537 59386 Dunkerque cedex 1.

Le Groupe Socialiste du Conseil Général de l'Essonne

recrute

Deux Attachés

Une bonne connaissance des rouages de l'Administration Territoriale est fortement souhaitée ainsi qu'une connaissance de l'outil informatique.

Les postes sont à pourvoir rapidement.

Envoyer candidature avec CV à M. le Président du Groupe Socialiste Assemblée départementale - Boulevard de France 91012 Evry cedex. Tél. : 60 91 90 70 ou 71

Vous recrutez

PASSEZ VOS ANNONCES DANS "VENDREDI"

☎ 45 56 78 57

PASSEZ VOS PETITES ANNONCES DANS "VENDREDI"

NOS TARIFS 94 :

le module : 2.000 F HT
1/12e de page : 3.500 F HT
1/6e de page : 6.000 F HT
1/4 de page : 10.000 F HT

Adressez votre annonce accompagnée de votre chèque libellé à l'ordre de "Vendredi" à : "Vendredi" Annonces
10 rue Solferino, 75007 Paris
Tél.: (1) 45 56 78 57 / 78 56
Fax : (1) 45 51 47 03

Les médias ont largement montré les scènes de violence barbare et de tuerie sanglante qui ont opposé les ethnies Hutu (majoritaire) et Tutsi, après l'attentat perpétré contre l'avion transportant les présidents rwandais et burundais, et qui a entraîné leur mort. Aujourd'hui, tous les ressortissants étrangers ont été évacués, notamment par les troupes françaises et belges. L'ambassade de France a fermé ses portes. Au delà d'un conflit ethnique, certes réel, c'est d'un conflit de pouvoir dont il s'agit, certains extrémistes de la garde présidentielle refusant la négociation avec le Front patriotique rwandais (FPR). Comment renouer le dialogue ? Un nouveau défi difficile à relever pour l'ONU et la communauté internationale.

La Chine, une p

Que le Premier ministre le veuille ou non, son voyage en Chine, terni par la question des droits de l'homme, aura constitué un camouflet pour notre pays. Jean-Luc Domenach, sinologue, explique ici les ambiguïtés de ce pays entre capitalisme et communisme. Pour lui, le gouvernement français a sans doute mal évalué ce que certains qualifiaient de "miracle chinois".



Fondation Jean Jaurès

uissance surestimée

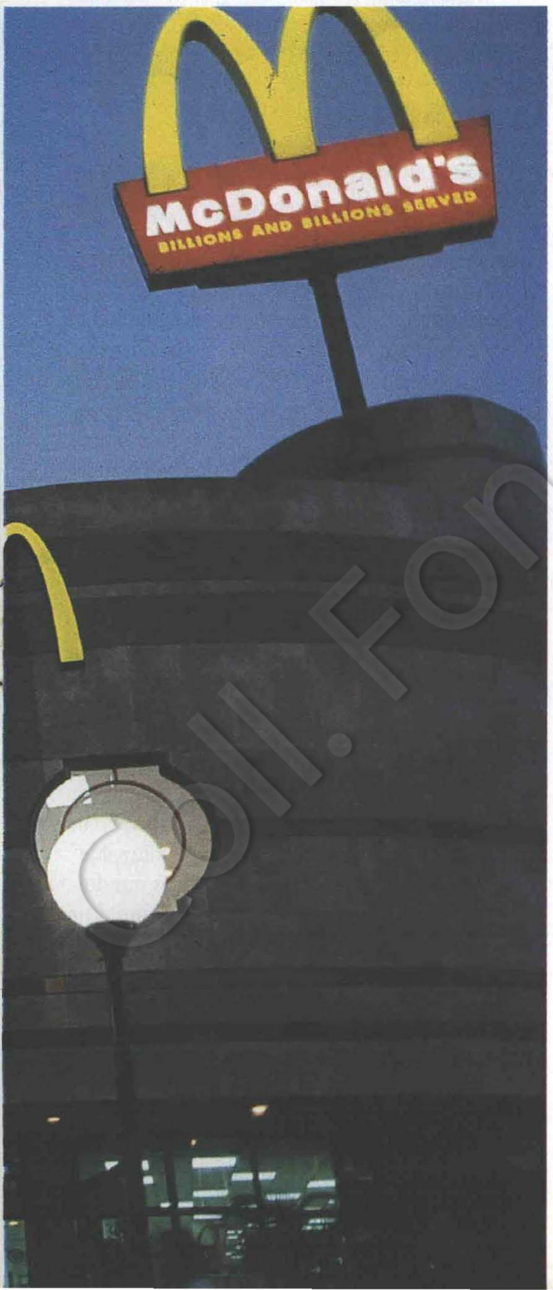
Quel bilan peut-on tirer du voyage d'Edouard Balladur ?

Jean-Luc Domenach : En décidant de se rendre en Chine, M. Balladur avait placé la barre très haut. Force est de reconnaître qu'il n'a pas obtenu des contrats équivalents à ceux offerts par Taïwan ; que le dialogue politique franco-chinois n'a pas donné de résultats sensibles ; enfin, que les arrestations de dissidents ont mis en lumière la manière dont le gouvernement français conçoit le respect des droits de l'homme.

Comment s'explique le "miracle" économique chinois ?

J.-L.D. : Parler de "miracle" économique est à la fois exact et trop fort. Il est exact que le PNB a progressé en moyenne de 12 à 13 % par an au cours des deux dernières années. Dans certaines provinces, la progression atteint 20 %, voire plus dans certaines branches industrielles. C'est tout à fait exceptionnel. Mais, si certaines provinces ont progressé très vite, d'autres, à l'intérieur du pays, évoluent plus lentement (moins de 10 % par an). Il ne faut pas oublier non plus que le niveau de départ est très bas et que le PNB par habitant ne dépasse pas 500 dollars par an (les derniers calculs du FMI l'estimant à 1.450 dollars par habitant ne me paraissent guère crédibles). On est donc encore très loin du niveau atteint par la Thaïlande, par exemple. Le développement économique rapide en est encore au stade du rattrapage et s'explique essentiellement par deux facteurs. Il est dû, en premier lieu, au développement des zones côtières, qui ont bénéficié d'une part très importante des investissements des Chinois d'Outre-mer, très proches de la Chine, de sa langue et de sa culture. Efficaces, ils ont osé faire le pari, au début des années 80, puis après 1989, de perdre de l'argent en attendant d'en gagner. L'Histoire semble leur avoir donné raison…

L'autre cause réside dans le développement, à quelques dizaines ou centaines de kilomètres des côtes, de petites industries rurales qui ont bénéficié du vent venu du large mais surtout des investissements des paysans. Il s'agit d'un phénomène unique, qui différencie profondément la Chine de la Russie où l'inventivité du peuple a été pétrifiée. Cette existence d'une petite industrialisation rurale, chère à René Dumont, se réalise dans un contexte post-communiste bizarre virant au capitalisme.



Ce virage économique est-il compatible avec le maintien d'un système politique communiste totalitaire ?

J.-L.D. : Pour l'instant, oui. Au lendemain des événements de 1989, nombre de sinologues avaient estimé qu'un pouvoir qui tuait sa jeunesse ne pourrait pas poursuivre les réformes engagées. Or c'est précisément parce qu'il a tué la démocratie que le pouvoir chinois a pu poursuivre l'ouverture du champ social vers le capitalisme, après avoir convaincu le Parti communiste, qui contrôle le pouvoir politique, que cette nouvelle donne économique ne comportait aucun risque sur le plan politique. Il y a là un cynisme -rarement pratiqué à une telle échelle- de la part du PCC et de la gérontocratie (caricaturale) dirigeante, qui n'admet aucune dissidence. On vient de le voir avec le voyage d'Edouard Balladur. Je rappelle que cinq millions de personnes sont toujours emprisonnées et que la Chine détient le record des exécutions politiques.

Un tel système est-il viable à long terme ?

J.-L. D. : Certains éléments peuvent le laisser supposer. Dans la région, les pays qui ont évolué vers la démocratie restent très autoritaires sur le plan social. Ils se montrent donc assez compréhensifs à l'égard de la Chine. Par ailleurs, aussi longtemps que les dirigeants pourront assurer aux Chinois un accroissement sensible de leurs revenus, ils peuvent espérer, jusqu'à un certain point, échanger ce supplément de revenu contre une faible liberté politique.

Mais rien n'est acquis définitivement. Sur le plan économique, l'immensité du pays, sa diversité géographique, les difficultés sociales sont autant d'obstacles au maintien du développement économique au rythme actuel. Or, avec cinq points de croissance, il n'est pas sûr que les Chinois acceptent encore de répondre à l'exigence d'obéissance du gouvernement. Et puis, dans aucun pays du monde l'homme ne se conduit de façon "rationnelle". Les peuples finissent toujours par vouloir être libres et pouvoir choisir leurs dirigeants. Déjà, à trois reprises au cours des dix dernières années (1979, 1983, 1989), les Chinois ont démontré qu'ils n'étaient pas plus raisonnables que les autres. L'avenir politique de la Chine apparaît donc complexe et incertain.

Quel rôle peut-elle jouer sur le plan international ?

J.-L.D. : Le gouvernement français a surestimé le rôle joué par la Chine au lendemain de la guerre froide, en partie parce que la diplomatie de Pékin s'est révélée très habile. Sa perte d'influence stratégique a été considérable, ayant cessé d'être "le troisième grand". Les Etats-Unis, qui se servaient d'elle contre l'URSS, ont choisi le Japon pour partenaire principal dans la région. Par ailleurs, les critères de la puissance se sont modifiés. De stratégiques, ils sont devenus économiques. Or, si la Chine progresse vite, elle reste cependant, sur ce plan, un petit pays par rapport au Japon et aux nouveaux pays industrialisés (NPI), étant absente, notamment, de l'industrie de haute technologie. Son rôle international est donc mobile et ambigu. La Chine est une fausse puissance mondiale. Le siège qu'elle occupe au Conseil de sécurité peut faire illusion. Mais les grandes puissances y prêtent peu d'attention quand elles n'ont pas besoin de son vote. La Chine est aussi une fausse puissance régionale. Certes, ses partenaires la respectent, notamment parce qu'elle va prochainement récupérer Hong-Kong. Mais ils ont un rôle international plus important qu'elle. En fait, son poids sur la carte du monde dépendra de l'évolution de sa situation intérieure, et notamment de la succession de Den Xiao Ping. Si celle-ci se déroulait sans accroc, la Chine pourrait alors jouer de plus en plus fortement de sa croissance économique.

Propos recueillis par Ghislaine Toutain

© Fondation Jean Jaurès

L'UKRAINE APRÈS SES PREMIÈRES ÉLECTIONS LIBRES

Indépendance difficile

Alors que la flotte de la Mer Noire est l'objet d'une nouvelle et grave tension entre Kiev et Moscou après l'assaut donné par les troupes spéciales ukrainiennes contre la 318e division russe basée à Odessa, les résultats des premières élections législatives totalement libres depuis décembre 1917 laissent un goût amer à ceux qui espéraient pouvoir se débarrasser d'un parlement conservateur qui n'aura cessé de bloquer toute réforme.

Certes, malgré les craintes des observateurs, les électeurs se sont rendus en masse aux urnes ; près des trois-quart des citoyens de la République d'Ukraine ont accompli leur devoir électoral. Mais les communistes et leur alliés "socialistes" et agrariens, partisans d'une "union slave" avec la Russie, ont fait un excellent score en obtenant plus d'une centaine de sièges sur 350 attribués alors que la chambre devait en compter 450 (par une bizarrerie de la loi électorale ukrainienne, une centaine de sièges n'ont pas été attribués à l'issue du deuxième tour). Les nationalistes modérés du Roukh (Front populaire d'Ukraine) en ont obtenu 38, les autres partis ultra-nationalistes, une dizaine. Les "candidats indépendants", au nombre desquels le très populaire ex-Premier ministre Leonid Koutchma, souvent directeurs d'entreprises, présidents de kolkhozes et autres personnalités d'"ancien régime", ont capté le plus grand nombre de voix. Les partis démocratiques, par leur "parler vrai", semblent avoir effrayé un électorat qui a souvent préféré se réfugier dans le chaud cocon d'un passé d'autant plus mythifié que le présent est devenu insupportable. Dans la partie orientale du pays, majoritairement russophone, des référendums locaux ont signifié à Kiev le refus du processus d'ukrainisation en exigeant un bilinguisme considéré par plus d'un Ukrainien comme mortel pour l'avenir de la langue ukrainienne. La Crimée, quelques semaines après avoir élu un président partisan d'un rattachement à la Russie, a réitéré ses velléités séparatistes. Depuis déjà deux ans, la presqu'île, "offerte" en 1954 à l'Ukraine par Nikita Khroutchev, est au centre d'une tension que le "partage" de la Flotte de la Mer Noire ne fait qu'aviver. Malgré les accords signés en décembre 1993, la question des 1.500 ogives nucléaires stockées sur le sol ukrainien reste posée ; seul un pouvoir reposant sur un authentique consensus populaire pourra définitivement régler une question qui angoisse les chancelleries occidentales. Tandis que la question des relations avec le "grand frère" russe reste entière : à l'heure où Moscou semble retrouver ses pulsions de grande puissance, quelle sera la place de l'Ukraine dans une partie de l'Europe qui a connu, depuis 1989, d'extraordinaires bouleversements. Cette consultation s'est déroulée dans une atmosphère morose, marquée par une crise économique qui a vu le niveau de vie de cette république, hier encore l'un des plus élevés de l'Union, chuter dramatiquement, plongeant la population dans la misère. Sur fond d'hyper-inflation, le karbonavets, la monnaie provisoire ukrainienne, a perdu toute valeur ; la production s'effondre tandis que le pays, incapable d'honorer sa dette énergétique, vit au quotidien sous l'épée de Damoclès d'une Russie qui menace à tout moment de couper le robinet du pétrole. L'absence d'une réforme économique systématiquement renvoyée au lendemain, le conservatisme de dirigeants issus de la nomenclature, souvent engagés dans un processus d'enrichissement personnel, ont encore aggravé les difficultés structurelles d'une économie restée profondément marquée par l'importance du "complexe militaro-industriel" et de ses liens avec la Russie.



Pour l'Ukraine, "l'avenir radieux" s'éloigne.

L'Ukraine coupée en deux

Après moins de trois ans d'indépendance, l'Ukraine semble abandonner les grandes espérances qui accompagnèrent le mouvement qui avait conduit la seconde république de l'URSS sur le chemin tourmenté mais exaltant de l'émancipation nationale. Ce pays, qui se croyait doté de sérieux atouts pour affronter sa sortie du système soviétique, semble désespérer de "l'avenir radieux" que lui promettaient ses dirigeants en 1991. Aujourd'hui, beaucoup, par lassitude, semblent attendre leur salut de la Russie. Le "grenier à blé de la Russie", un pays proche de la France par sa superficie et sa population, est fragile. Les élections ont approfondi la coupure entre les "deux Ukraine" ; la partie occidentale, indépendantiste et culturellement proche de l'Europe centrale, et l'Ukraine orientale profondément russifiée à la suite d'une histoire tragique.
A la veille d'un "troisième tour" plein d'incertitude, l'Ukraine est à nouveau à l'heure des choix ; face à une Russie qui, retrouvant un langage impérial, impose brutalement le "caractère incontournable" des liens particuliers, des relations étroites qui doivent unir deux "nations sœurs", l'Ukraine doit imposer la réalité de son existence. A l'heure où Moscou voudrait jouer à nouveau un rôle majeur en Europe centrale, l'Europe doit accompagner réellement et efficacement l'Ukraine sur le chemin de la démocratie et du désarmement nucléaire.
Sinon, l'élargissement de l'espace de l'Europe centrale n'aura été qu'une courte illusion d'optique.

Charles Urjewicz



BOSNIE : APRES SARAJEVO, GORAZDE

Le test de la volonté internationale

Les nationalistes serbes de Bosnie ont répondu à leur façon, désormais habituelle, à l'invitation qui leur était faite de se joindre au processus de paix amorcé par les accords croato-bosniaques.

Ils ont intensifié leurs bombardements sur différentes villes (Tuzla, Zenica, Olovo) et violemment attaqué l'enclave "protégée" de Gorazde, dans l'intention de s'en emparer. Ils n'en ont été empêchés que par l'intervention in extremis des avions de l'OTAN, agissant en application de la résolution 836 du Conseil de sécurité, alors que la progression des forces de Karadzic jusqu'aux abords immédiats de la ville était visible depuis plusieurs jours. Mais les Serbes de Pale continuent d'afficher leur volonté de prendre Gorazde et les grandes puissances sont placées une nouvelle fois face à leurs responsabilités. L'indécision dont elles ont fait preuve depuis le début de l'offensive contre Gorazde indique qu'après les points marqués à Sarajevo elles ne savent pas exactement où elles veulent aller, et qu'elles restent profondément partagées sur les moyens à mettre en œuvre.

Des divergences sont apparues au sein même de l'administration américaine entre les responsables de la Défense, d'abord soucieux de ne pas engager leurs soldats dans le conflit, et ceux du département d'Etat, inquiets du discrédit qui frapperait la politique des Etats-Unis s'ils s'avéraient incapables de suivre une ligne d'action cohérente. La tension renaît entre Clinton et Eltsine, qui redoute d'être accusé par son opposition de trahir les amis slaves et orthodoxes de la Bosnie. Les désaccords ressortent entre les Etats-Unis et la France. Alain Juppé ne dissimulait pas ses réticences envers les accords croato-bosniaques patronnés par les Américains, coupables d'avoir coulé le projet européen de partage de la Bosnie en trois entités "ethniques".

Avec d'autres protagonistes et sur d'autres thèmes, se retrouvent ainsi les divisions et les dissuasions qui ont ouvert au régime de Milosevic le champ libre pour exécuter ses projets sans rencontrer de réels obstacles.

Le sort de Gorazde sera un test de volonté de la communauté internationale de défendre les règles qu'elle n'a cessé d'énoncer dans les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité depuis deux ans et plus. Si elle permettait au général Mladic de "libérer" la ville et de la "nettoyer" de ses éléments indésirables, c'est-à-dire de toute sa population, elle montrerait à quel genre de paix elle est prête à donner son aval dans l'ex-Yougoslavie.

Maurice Lazar

EN BREF

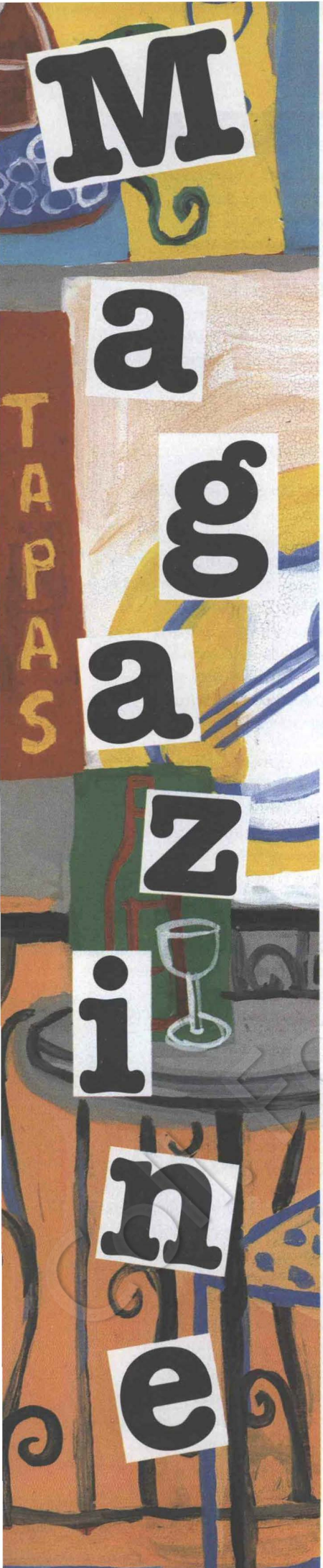
- ***En Italie, après avoir déclaré qu'il ne participerait pas à un gouvernement dirigé par Silvio Berlusconi, auquel participeraient les néo-fascistes, Umberto Bossi, le chef de la Ligue du Nord, vient d'annoncer que son mouvement jouerait un rôle clé dans le prochain gouvernement formé par le leader de Forza Italia, aux côtés de l'Alliance nationale de Gianfranco Fini.***

- ***En Afrique du Sud, malgré la poursuite des violences, l'organisation des premières élections législatives multiraciales du 26 au 28 avril se met en place. Sept médiateurs étrangers sont arrivés à Johannesburg pour tenter de trouver une issue au conflit constitutionnel Inkhata-ANC, après l'échec du sommet quadripartite.***

- ***En Algérie, après la démission du gouvernement de Rhada Malek, au lendemain de l'acceptation par Alger des conditions du FMI pour un soutien international à l'économie algérienne, et de la dévaluation de 40 % du dinar, c'est Mokdad Sifi, ancien ministre de l'Equipement, qui a été chargé par le président Liamine Zéroual, de former un nouveau gouvernement.***

- ***En Afghanistan, les bombardements ont repris sur Kaboul, après le départ d'une mission de l'ONU chargée de mettre fin aux combats entre factions afghanes rivales.***

- ***Le Parti des socialistes européens a organisé, les 11 et 12 avril à Bruxelles, une conférence sur l'emploi réunissant syndicats ouvriers et patronaux, partis politiques de 25 pays, parlementaires européens et membres de la Commission, pour démontrer qu'il est possible de créer un partenariat européen, en établissant un nouvel esprit de coopération.***



Exposition

Le grand retour de M. Bergeret

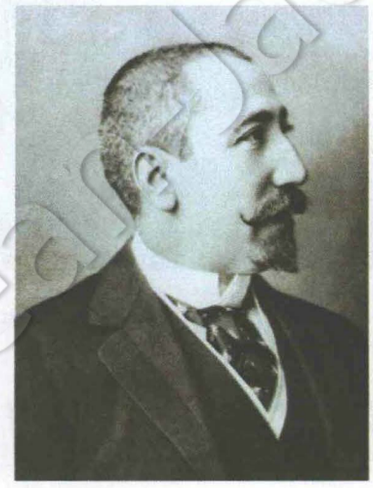
Victime de sa notoriété, le purgatoire aux allures d'école primaire aura duré longtemps pour Anatole France. De l'auteur du "Livre de mon ami", on ne retint, durant des décennies, que des clichés de prof républicain, visage creux et barbiche pointue, sorte de Topaze sceptique et bon enfant, pourfendeur de la calotte et du goupillon, amoureux des blanches statues du Luxembourg.

La Bibliothèque historique de Paris célèbre le cent-cinquantième anniversaire de cet homme critique de son siècle parce qu'engagé. Ce qui frappe, c'est l'incroyable modernité de ce sceptique, souvent mal compris, considéré comme un apologiste de l'inaction, alors que son credo est le refus de ne rien croire sans examen préalable.

Auteur du seul roman contemporain de l'Affaire Dreyfus, "Histoire contemporaine", il est dreyfusard contre tous les membres de l'Académie française. Il se lie avec Jaurès et apporte sans désemparer son soutien aux socialistes, militant dans les universités populaires, épousant la cause des opprimés. L'amertume et le doute viennent avec le spectre d'une guerre proche. "L'île des pingouins", écrite en 1908, évoque une société future rongée par l'argent et la perte des valeurs. Il dénonce la langue de bois, les totalitarismes de tout poil, l'oubli de l'humain. Né sous Louis-Philippe, il meurt dans un monde qui est déjà le nôtre. Les combats de France, notre presque contemporain, ont une rare proximité avec nos propres engagements : défense des Arméniens massacrés par les Turcs, intérêt pour les révolutions russes de 1905 et 1917, condamnation de la "barbarie coloniale", soutien aux syndicalistes, aux associations féministes, à la Ligue des droits de l'homme, aux pacifistes. Engagé, inclassable et le revendiquant, il refuse les idéologies, en humaniste lucide, délivrant un message simple et essentiel : "à mesure qu'on avance dans la vie, on s'aperçoit que le courage le plus rare est celui de penser".

L'exposition met fort intelligemment l'accent sur l'inscription d'Anatole France dans son temps. A ne pas rater pour que ce grand auteur se dégage de l'odeur de la craie.

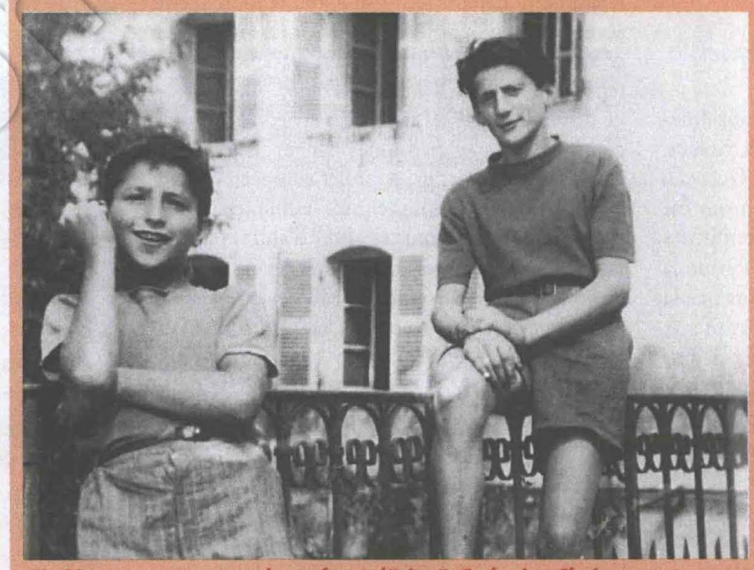
Françoise Roby



"Anatole France, humanisme et actualité", Bibliothèque historique de Paris, 22 rue Malher, 75004 Paris. Jusqu'au 30 avril, du mardi au samedi de 10 h à 18 h, le dimanche de 12 h à 19 h. Tél : 44 59 29 40.

En hommage aux enfants d'Izieu

Ce 6 avril 1944, veille des vacances de Pâques, s'annonce plein des promesses souriantes des printemps de l'enfance pour les jeunes colons d'Izieu. La ferme enfouie dans les bois de châtaigniers est le refuge de jeunes juifs de France et d'ailleurs que les Zlatin aident à faire traverser la tourmente. A 9 heures, deux camions bâchés vont sur ordre de Barbie rafler ces vies en herbe.



"Le Voyage sans retour des enfants d'Izieu", Catherine Chaine. Gallimard, 112 p., 79,50 F.
Musée-mémorial d'Izieu, Hameau de Lelinaz, 01300 Izieu. Tél : (16) 79 87 20 00.

Le livre de Catherine Chaine raconte un quotidien fait d'espoir et d'insignifiance, de dessins et de lettres, de photographies des jours sombres éclairés par l'énergie des moniteurs du home d'enfants. On y voit des gamins à la rondeur attendrissante, des adolescents plein de promesses, des petites filles charmantes. On y voit les frères Ben Guigui, Mina Halaubrenner, Lucienne Friedler. On y voit des enfants morts qui ne doivent pas disparaître dans l'oubli. On y lit le récit des témoins, et la peine légère appliquée à Lucien B., informateur zélé des nazis, condamné à dix ans d'indignité nationale. La maison d'Izieu est devenue un musée à la mémoire des victimes et à celle de l'enfance déportée. Le président de la République l'inaugurera le 24 avril, cinquante ans après leur départ.

Pédagogique et sensible, l'ouvrage dira également aux enfants d'aujourd'hui la tragédie d'hier et la nécessaire vigilance pour demain.

F.R.

Collection Bibliothèque nationale

COUPS DE CŒUR

● ***"L'assemblée des femmes", une comédie en un acte d'Aristophane, à l'Opéra-Bastille, le 23 avril à 21 h 15, à l'occasion du 50e anniversaire du droit de vote des Françaises. Auparavant, la journée aura été consacrée aux Etats généraux des femmes et de la politique. Avec la participation, entre autres, d'Yvette Roudy et de Catherine Trautmann. Rens. : 44 62 29 98.***

● ***Ferhat en concert à Paris. "Vous que nulle épreuve n'épargne, sachez que pour votre élite, les fossoyeurs sont à l'œuvre. Elle est condamnée à mourir parce qu'elle incarne le printemps (...) Vous autres, leurs bourreaux barbus égorgeurs et leurs complices baathistes et autres, sachez que c'est notre Algérie, celle de la liberté et de la tolérance qui finira par triompher (...)". C'est ainsi que Ferhat, à la fois artiste et militant convaincu a décidé de réapparaître, après cinq années d'absence. C'est en 1972, alors qu'il n'avait que 21 ans, que Ferhat s'engage dans le combat pour la reconnaissance de la culture et de la langue berbère en Algérie. Il s'engage ensuite en faveur d'une république algérienne pluraliste et démocratique... ce qui lui vaudra à maintes reprises vexations, interdiction de se produire sur scène, condamnations et incarcérations dans les prisons algériennes. En 1985, membre fondateur de la première Ligue algérienne des droits de l'Homme, il milite pour une Algérie ouverte et tolérante. Très tôt, Ferhat, aux côtés d'autres artistes berbères, a su s'interroger sur l'avenir de l'Algérie, son identité culturelle, sociale et politique. Il transmet, aujourd'hui encore, un message de fraternité et dit son attachement à la liberté d'expression. Alors que l'Algérie s'embourbe et devient objet de convoitise de tous les obscurantismes, il est essentiel de soutenir et de promouvoir tous ceux qui s'y opposent et luttent pour la liberté.***

Yasmina Ali Oulhadj

"Algérie, une voix pour l'espoir", au Palais des Congrès le 24 avril à 15 h. Réservations : Association de Culture Berbère, tél : 43 58 23 25, ou Palais des Congrès : 40 68 00 05.

Cinéma

L'amour "A la belle étoile"



Thomas, 17 ans (Mathieu Demy, romantique, émouvant et drôle), cherche l'amour. On n'est pas sérieux quand on a 17 ans. C'est l'âge où l'on est capable de suivre une inconnue (Aurélia Thierrée) dans la rue toute la journée. C'est aussi celui où l'on hésite à draguer sa meilleure amie (Chiara Mastroianni) et où un accent étranger suffit à éveiller la passion (Julie Gayet) tandis que l'on délaisse l'amie consentante (Camille Mora) et, par là-même, beaucoup moins tentante. En parcourant, avec beaucoup d'hésitations, la carte du tendre avec ces quatres jeunes femmes, Thomas fait son éducation sentimentale. Tout en étant confronté aux problèmes de sa génération. Le sida est dans l'air du temps. A peine sorti de l'adolescence, puisqu'il vient de fêter ses 22 ans, Antoine Desrosières signe son premier long métrage et il ne serait pas étonnant qu'il ait mis un peu de lui-même dans le personnage de Thomas. Sa caméra, souvent à l'épaule, se déplace avec une aisance peu commune aux premiers films. Le choix même de tous ces jeunes acteurs talentueux reflète les qualités du metteur en scène. Un film tendre, une joyeuse équipe, le jeune cinéma se porte bien. Mathieu Demy, Chiara Mastroianni, Simon Reggiani, la relève est assurée !

Claude Polak

Télé

Sidaction : Benetton ?

Sur les radios unifiées, le dessinateur Piem, dont la fille est morte du sida, dénonçait violemment le grand show à venir sur les télés fondues en une seule chaîne, comparant l'opération Sidaction à la pub Benetton. Plus tard, à 3 heures du matin, au terme de plus de six heures d'émission, les militants d'Act-up s'en prenaient tout aussi violemment aux stars qui allaient maintenant bouffer, alors qu'on avait fait attendre jusqu'à plus de minuit des malades, sans égard pour leur fatigue : "On a inversé les priorités. C'est naze !". Il est vrai qu'il y avait quelque chose d'obscène dans ce spectacle médiocre. Préparation bâclée. Gêne des chanteurs. Cela sentait la fête de charité étriquée malgré la surabondance des stars. Restent pourtant une information claire et concrète sur les modes de contamination et les tests de dépistage, des travaux pratiques sur l'utilisation du préservatif. La seule chose qu'attendaient visiblement les jeunes spectateurs anxieux du Zénith. Point positif. Mais, point négatif également dénoncé par Act-up : le gommage des toxicomanes et des homosexuels au profit des hétérosexuels moralement "clean". Sans doute auraient-ils déparé un tableau de la vente duquel on attendait d'abord beaucoup de fric.

Evelyne Le Garrec

Livre

Cherchez l'erreur

Petite histoire de la folie ordinaire, de la folie prévisible, attendue, consciente, de la folie refuge. Petite histoire d'un univers concentrationnaire où l'étrangeté est règle, où les sentiments s'exacerbent jusqu'à emplir tout l'espace d'un quotidien étriqué. Petite histoire d'un ailleurs consenti dont les limites deviennent vrai horizon et faux fantasme. Petite histoire d'un basculement presque confortable, démystifiant, démythifiant la maladie mentale.

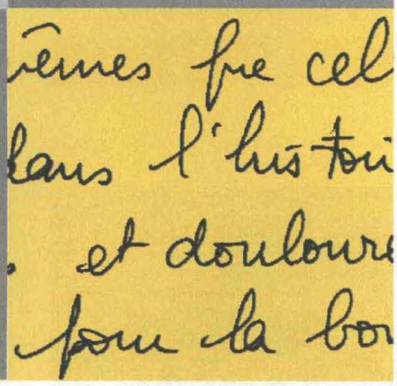
Yannick Roussille, "J'ignorais le monde", Julliard, 252 p., 110 F.

Un lieu : l'Espagne. Une époque : l'entre deux siècles. Une omniprésence : le catholicisme. Un style : entre lyrisme et préciosité, sensible et poétique. Il faut, bien sûr, admettre la vieille Espagne et ses excès, son soleil accablant, ses jalousies fermées, ses femmes à mantille et le son de ses cloches et sa bigoterie qui frise le sublime quand toute vie se love à l'ombre des églises. De quelle lèpre, en fait, est-il question ?... Pas celle de l'écriture, en tout cas, en perpétuelle "recherche du beau". Et si cela rappelle un peu un certain romantico-réaliste français, tant pis... tant mieux.

Gabriel Miró, "L'évêque lépreux", Stock, 280 p., 130 F.

Vanda Gervasio

Fondation Jean Jaurès



L'Europe, c'est sérieux !

L'engagement pris par Michel Rocard d'assurer une parité hommes-femmes sur la liste socialiste aux élections européennes relève du bon sens et du courage politique, dont le PS a parfois tant manqué.

Mais, conçu comme partie intégrante d'un renouvellement politique bien nécessaire, il se heurte au poids des sortants d'une part, aux ambitions des anciens élus nationaux ou anciens ministres en mal de mandat depuis un an, d'autre part, et, enfin, aux pesanteurs de notre "vieux parti".

Les personnalités annoncées ces jours-ci pour figurer en bonne place sur la liste sont finalement un aveu d'impuissance de plus.

Combien de locomotives sont-elles nécessaires pour tirer un train ? En général une suffit. Pour assurer le succès d'une équipe, par contre, on s'aperçoit qu'il en faut davantage ; et nous voici à nouveau avec ces têtes connues, dont on peut dire qu'elles sont (ou ont été) populaires certes, mais qui n'en ont pas moins déjà essuyé quelques revers à nos frais.

Respectons l'expérience et le mérite des sortants, leur désir de repartir pour un tour, même si beaucoup ont été bien discrets. Mais parmi les vingt premiers de liste qui ont encore leur chance d'être élus il y a aussi nos éléphants adorés...

Siègeront-ils ?

Siègeront-ils avec assiduité ?

Qu'ils en prennent l'engagement !

L'Europe, c'est sérieux !

Ou qu'ils se retirent s'ils n'ambitionnent par là que le maintien de leur train de vie et de leur notoriété. ■

Philippe Loiseau
(71) Le Creuzot

Des idées simples

Le gouvernement a essayé de sous-payer les jeunes parce qu'ils étaient jeunes, sous prétexte que la jeunesse est plus touchée par le chômage. Mais est-ce de leur faute ?

Les jeunes sont descendus dans la rue pour dire "à travail égal, salaire égal" et ils avaient raison. Je ne conteste pas que ceux qui n'ont pas de formation puissent en acquérir une en alternance avec les entreprises, sous contrôle. Il n'y a là rien de scandaleux et d'ailleurs "ça marche". Le gouvernement, après de nombreuses hésitations, a finalement décidé de retirer ce projet inique. Mais rien n'est pour autant réglé.

En effet, quels que soient les efforts que l'on puisse faire en direction des entreprises et du patronat, il ne se passera rien tant que ceux-ci n'auront pas de "grain à moudre" : on n'emploie que si c'est "utile et si ça rapporte", là est le problème. Quelle société veut-on pour demain ? J'ai toujours pensé que le travail était indispensable à la société mais qu'il devait permettre de vivre correctement. Aujourd'hui, ne doit-on pas se poser la question "l'économie est-elle au service des hommes ?", n'a-t-on pas tendance à croire l'inverse, "l'homme au service de l'économie". Ce n'est pas ce que je veux pour nos enfants.

Le produit intérieur brut doit être réparti entre le plus grand nombre. Je sais qu'il y aura toujours des gens plus payés que les autres parce qu'ils auront plus de responsabilités, c'est normal, mais un peu de décence SVP !

Va-t-on laisser impunément délocaliser des entreprises sous prétexte que les salaires sont plus bas ailleurs ? Dans certains pays on exploite les hommes. Ce n'est pas ce que je veux pour nos enfants. Il faut donc créer une taxe sur les délocalisations pénalisantes pour l'emploi dans notre pays, afin de compenser les charges qui pèsent sur notre société, sinon c'est trop facile ! Il faut en même temps développer la recherche, car un grand pays doit être capable de produire ce que d'autres ne peuvent faire. Alors évitons les politiques à court terme et continuons de développer la formation de haut niveau.

La productivité augmente tous les jours grâce aux machines qui créent du chômage. On ne va quand même pas refuser ce progrès, on ne va quand même pas "casser les machines" ! Alors trouvons une solution : puisque les robots libèrent du temps, diminuons le temps de travail pour tous et créons une charge sur les machines, égale à celle qui existe sur les hommes. Arrêtons de pénaliser les entreprises de main-d'œuvre.

L'économie est-elle au service de tous ou au service de quelques-uns ? Est-il normal que certains ne sachent plus que faire de leur argent, alors que d'autres sont sans logement ou sans le minimum pour vivre ? Ce n'est pas ce que je veux pour nos enfants.

Quant à ceux qui avaient envisagé de faire travailler des jeunes pour moins que le Smic, savent-ils ce que c'est que vivre avec le Smic ? Ils gagnent beaucoup, beaucoup plus... Alors vous qui gagnez 5 ou 10 fois le Smic, ou même bien plus, un peu de décence !

N'oublions pas l'essentiel : les hommes ! Ces idées sont des idées simples, trop simples me diront les technocrates qui refusent d'y penser, anti-économiques me diront les économistes qui refuseront de les étudier. Et pourtant, si on essayait de regarder cela de plus près... ■

Jean-Claude Sibut
(38) St-Etienne de Saint-Geoirs

De Colbert à Rousseau...

J'aimerais que les professeurs de lycée, d'IUT, et même de sciences humaines, puissent répondre aux refus de leurs élèves, de leurs étudiants.

Qui peut garder un sens à son propre travail et se situer dans la société de son pays si nous sommes saturés des seules considérations économiques ?

Colbertisme ?

- Etait-ce Colbert qui voulait développer les exportations de mon pays, attirer en France les meilleurs spécialistes manufacturiers, participer au commerce mondial (création de la Compagnie des Indes orientales), organiser l'industrie ?

Séparation des pouvoirs exécutif et judiciaire ?

- "Qu'est-ce que les expulsions administratives ?" Mon pays est-il né de l'Esprit des lois de Montesquieu ou du romantique Contrat social de Rousseau ?

Qu'est-ce que la mise à jour du Code civil si l'on se rappelle le Code Napoléon ?

Mon pays, est-ce une adolescence à étudier ?

Pour reprendre l'inspiration du colbertisme, est-ce que l'esprit industriel français a tant besoin de l'Etat ?

Mon pays où les hommes ne savent pas encore travailler ensemble ! ■

Georges Laroche
(26) Valence

Le courrier plébiscité

Notre hebdo ne cesse de s'améliorer, contenu et mise en page. Pourquoi, cependant, si peu de place aux lettres des lecteurs ? Beaucoup disent, comme moi, que leur premier regard en ouvrant "Vendredi" se porte sur le courrier.

C'est pourtant pour "les petits, les obscurs, les sans-grade" une rare occasion de s'exprimer et de servir. Cettte parole, c'est la sève nourricière du grand arbre socialiste. ■

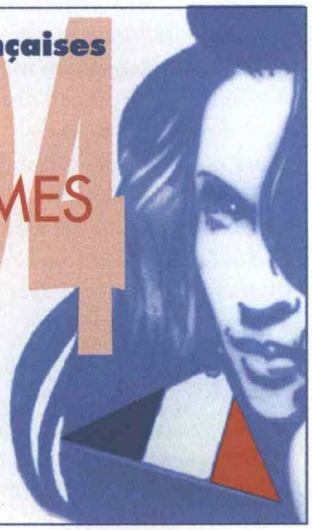
Albert Petrequin
(38) Vienne

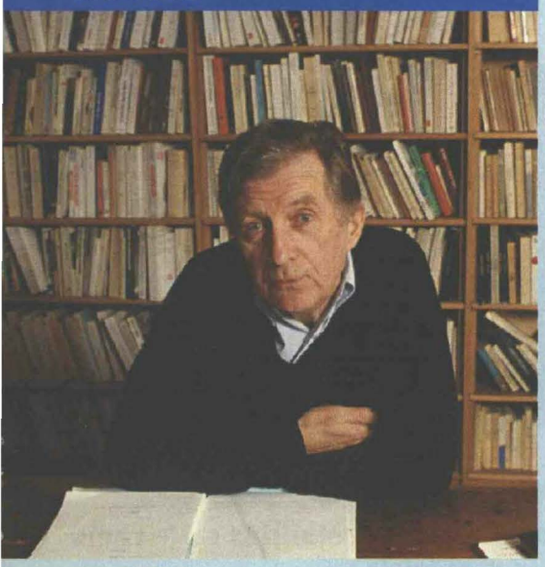
50ème anniversaire du droit de vote des Françaises

1944 1994

ÉTATS GÉNÉRAUX DES FEMMES ET DE LA POLITIQUE

LE SAMEDI 23 AVRIL 1994
Opéra-Bastille amphithéâtre
Olivier Messiaen
Nombre de places limité.
Inscriptions 44.62.29.98





Bertrand Poirot-Delpech

Chroniqueur au "Monde", membre de l'Académie Française, Bertrand Poirot-Delpech est l'auteur de nombreux ouvrages ("Le Grand Dadais", "L'Été 36", "Monsieur Barbie n'a rien à dire"...). Il publie ces jours-ci "L'Amour de l'humanité", un roman qui se déroule en Bosnie. Ironie, mais aussi réflexion sur la politique, les médias, la mémoire et l'humanitaire.

Vous publiez "L'Amour de l'humanité" (1), un roman sur un convoi humanitaire en Bosnie...

Je ne pense pas que ce soit le vrai sujet du livre. Un roman, ce sont des gens qui changent. On les prend à un certain stade, avec une certaine mentalité et on les retrouve, à la fin, dans un autre état. Si le lecteur a pu suivre cette métamorphose, il s'est enrichi et l'auteur a gagné son pari. J'ai voulu parler d'un jeune enseignant qui participe à un convoi en Bosnie et se demande pourquoi les gens s'engagent dans l'humanitaire. Des gens qui ont quelquefois abandonné une situation aisée et leur famille pour apporter du lait en poudre à des gosses. C'est, en partie, une expérience personnelle puisque j'ai participé à un convoi en Bosnie, à la fin de l'été 1992. Nous avons été détenus par les Serbes et nous sommes passés sur des champs de mine. J'en ai fait un roman d'action et d'aventures, avec, notamment, un écrivain arrivé, d'une soixantaine d'années. J'avais, évidemment, des éléments personnels pour nourrir ce personnage. Et puis un ancien baroudeur de la légion, un député et sa femme et un journaliste parisien qui pérore. Une quantité de gens enfermés dans un huis-clos, qui, comme on le sait, est très révélateur des caractères et modifie les êtres.

Ce voyage en Bosnie, vous a-t-il changé ?

Si j'ai été intéressé par cette métamorphose intime, c'est que moi-même j'avais été modifié par cette expérience. J'ai retrouvé mon passé d'adolescent un peu boy-scout-chrétien et il m'est apparu que l'humanitaire permettait peut-être de rétablir ce lien de solidarité rompu par la vie plutôt douillette dans notre société égoïste. J'ai constaté, chez les convoyeurs et chez moi-même, une espèce d'euphorie à l'idée qu'enfin on constatait l'utilité de ce qu'on faisait. Un des drames de la vie contemporaine, c'est qu'on ne voit plus du tout l'utilité de ce qu'on fait. "L'Amour de l'humanité", ce titre se veut ironique. C'est une idée un peu galvaudée, mais qui mériterait d'être remise à l'honneur, car il va bien falloir retrouver un lien entre les différentes parties de l'humanité complètement disloquée.

A l'époque où j'ai fait cette expérience, j'entendais dénigrer l'humanitaire, considéré comme l'alibi des hommes politiques, un prétexte pour ne rien faire. Du coup les dons cessaient. Certains pensaient qu'à la limite il vaut mieux laisser les gens crever de faim, pour mettre les politiques devant leurs responsabilités. Cela me choque parce que les seules personnes qui sont en droit de juger l'humanitaire ce sont celles dont la survie en dépend. D'autre part, on oublie que ce sont des milliers d'heures de totale abnégation. L'humanitaire n'est pas une donnée géopolitique, c'est avant tout une attitude humaine respectable.

Pourquoi assistez-vous au procès Touvier ?

J'avais assisté à celui de Barbie. C'est une époque que je n'ai toujours pas acceptée. En classe de seconde, à Louis-le-Grand, j'avais un copain, Reskin, un juif d'Odessa. Il m'aidait à faire mes versions grecques parce qu'il était surdoué. Un matin, sur sa porte, j'ai trouvé les scellés et j'ai appris que la police française l'avait arrêté. Il est parti en fumée avec sa mère et ses trois frères et sœurs. Le lendemain, je l'ai dit à mon professeur, qui m'a répondu : "Pas de politique en classe". Et on a repris l'explication de texte. Georges Steiner dit que "la culture a plus souvent servi à masquer la barbarie qu'à la désigner et à la combattre". Grâce au procès Touvier, on va enfin établir que Vichy a été l'auxiliaire zélé de la solution finale. Mais il faut mesurer le risque de tels procès : l'organisation de la défense est de type révisionniste.

Est-il possible de tirer une pédagogie de ce procès ?

Le procès est filmé de bout en bout et je suis pour sa projection intégrale. Il ne faut surtout pas en tirer seulement les moments d'émotion. Parce que l'émotion, c'est de la non-pensée. On isole une larme sur une joue et cette dictature de l'émotionnel est en train de vider les têtes. Il faut donc que ce ne soient pas les préposés à l'émotion, que sont les gens des médias télévisuels, qui aient la main là-dessus. La pédagogie, c'est l'affaire d'enseignants, de gens qui s'appuient sur l'écrit et sur le raisonnement. Il ne faut pas en faire un reality-show. Au "Monde", par le courrier que je reçois, je suis témoin d'une montée en puissance de l'idéologie d'extrême-droite et du racisme qui rappelle les années 30 et 40. Il faut donc être très vigilant. Le génie de Céline n'excuse rien. Quand il dit "qu'il faut tous les tuer", il est complice de la solution finale. Comme Pétain en est le pourvoyeur. Donc le complice. Et dans le droit pénal, le complice est responsable, à l'égal de l'auteur du crime, du point de vue de l'incrimination et de la peine.

> Je dois à François Mitterrand des moments comme le mois de mai 1981 et le débat sur la peine de mort, c'est-à-dire les plus grandes joies de ma vie, depuis la Libération.

Vous que l'on a dit admirateur de Mitterrand, l'êtes-vous resté ?

Je dirais qu'il est responsable de beaucoup de déceptions. Parce que sur l'argent, le capitalisme, le langage de générosité à tenir, et dans de nombreux domaines, la Gauche n'a pas fait ce qu'on pouvait attendre d'elle. Sur la gestion économique, parce qu'elle avait des complexes, elle a fait le boulot que la droite attendait d'elle et certains ne se sont jamais autant enrichis que sous son règne. A signaler, tout de même, que l'on croit tout cerner à travers les sondages et que le défilé du 16 janvier -un million de gens dehors- montre que l'échec électoral n'était pas aussi dramatique qu'on l'a dit. La loi électorale a tout décalé.

Et puis, enfin, la reconnaissance, cela existe et aussi la fidélité. J'ai une dette, comme citoyen : je dois à François Mitterrand des moments comme le mois de mai 1981 et le débat sur la peine de mort, c'est-à-dire les plus grandes joies de ma vie, depuis la Libération.

Propos recueillis par Claude Polak

(1) Gallimard, 1994, 187 p., 90 F.

La boutique de Vendredi

UN TELEPHONE ELECTRONIQUE

Sophistiqué et à un prix hors concurrence, Dialatron gère tous vos appels :

- Appeler 2 correspondants et converser en même temps sur la ligne
- Renvoyer temporairement votre ligne sur le numéro de votre choix
- Etre prévenu par un bip sonore des appels en instance
- Touche anti-indiscrétion et de rappel automatique

Ses lignes épurées et sa couleur noire intégreront parfaitement tous les décors. De plus, si vous voulez faire poser une seconde prise, il suffit de le demander à votre agence commerciale, c'est un service gratuit de France Telecom.



280 F



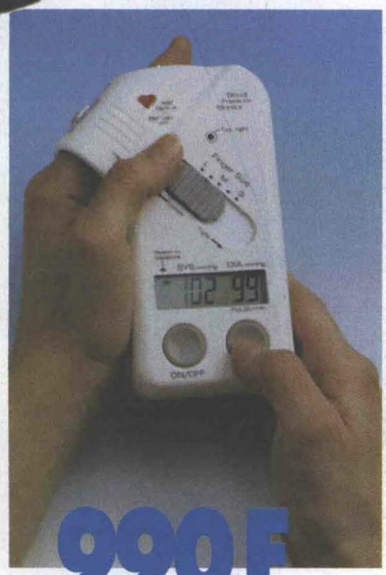
690F

UNE RADIO SANS FRONTIERES

Grâce à ses nombreuses possibilités cette radio peut devenir un vrai loisir :

En plus d'être une radio multi bandes (PO-GO-FM), elle comporte 2 gammes d'ondes courtes, les fréquences AIR de l'aviation civile (de 115 à 135 MHZ). Notre radio sans frontières vous permettra également de capter des voix, des informations du monde entier. Sans oublier les ondes marines (de 4 à 6 MHZ) ou les transmissions en provenance d'un avion, d'un bateau...

- antenne gyroscopique très sensible et télescopique
- système AFC pour préserver la réception même si la fréquence varie
- munie d'un vu-mètre pour une sélection ultra précise des stations
- alimentation sur secteur ou avec 4 piles
- prise micro et écouteur (fonction ampli et porte-voix)



990F

UN AUTOTENSIOMETRE DIGITAL

Mieux vaut prévenir que guérir !

Simple et beaucoup plus rapide que le tensiomètre traditionnel, il vous suffira de passer votre index gauche dans la bague. En quelques secondes s'affichent sur son écran à cristaux liquides, votre tension artérielle ainsi que votre rythme de pulsations cardiaques. Vous pourrez enfin contrôler, sérieusement et à votre convenance, votre forme et celle de vos proches.

(fonctionne avec 4 piles, livré avec notice d'utilisation.)

L'ECHIQUIER ELECTRONIQUE DE GARY KASPAROV

Pour de palpitantes parties d'échecs en solo



490F

Grâce à son programme performant et son guide d'entraînement intégré "Echecs gagnants en quelques étapes", vous allez acquérir rapidement de l'expérience. Notre échiquier dispose de 59 combinaisons niveaux/fonctions (17 niveaux dont ceux de divertissement où l'ordinateur fait exprès de commettre des erreurs donnant au débutant des chances de gagner).

- dispose d'une autonomie de 250 heures de jeu avec 3 piles alcalines.
- Il vous suggère des coups et permet de revenir en arrière.
- Indique le camp qui est en train de gagner.

UNE MALETTE À OUTILS

Bricolez facile avec ces outils indispensables



220 F

Pour tous les travaux de dépannage à la maison ou dans votre voiture.

- 69 pièces : clé à cliquet, pince universelle, pince coupante, pince à dénuder, des tournevis, des douilles, des clés plates...

Pour les petits comme pour les gros budgets, "Vendredi" a pensé à vous. Nous avons sélectionné des articles utiles, de qualité et cependant à des prix très raisonnables. Faites vite une bonne affaire car tous nos articles sont garantis 1 an !

Désignation de l'article	Quantité	Prix unité	Prix total

Frais d'expédition inclus
Règlement par chèque bancaire joint à la commande à l'ordre de "Vendredi", 10, rue de Solferino 75333 Paris cedex 07
Tél. : 45 56 79 03

Délai de livraison : 3 semaines, France métropolitaine

Offre garantie jusqu'au 30 mai.

Nom.....Prénom.....

Votre adresse : .....

..... tél. : .....

Coll. Information Universelle